L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°93 - Vendredi 15 mars 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



deux peuples, deux Etats

Fondation Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

Maintenant que la guerre du Golfe semble toucher à sa fin, il faut bien sûr penser à l'avenir parce qu'aucune question n'est véritablement ni définitivement réglée : par exemple, le conflit israélo-palestinien, centre des préoccupations de la région moyen-orientale, qui doit rapidement trouver une solution sur le plan international.
Restent aussi des actions qui nous concernent tous, à savoir balayer les dernières traces de racisme qui traînent encore en chacun de nous et qui me semblent constituer un obstacle essentiel.
Je pense qu'il serait bon que l'Education nationale propose aux enfants une journée d'étude sur les thèmes de la fraternité et de la conciliation, par exemple dans le cadre pratique d'une journée nationale, et pourquoi pas internationale, de la fraternité ; celle-ci pouvant prendre, selon les désirs des enseignants et des élèves, des formes diverses : groupes de réflexion interactifs, sculptures, dessins, musique, expression libre, etc.
Ces thèmes de conciliation et fraternité pourraient tout à fait constituer une voie d'approche aux lourdes difficultés de racisme, d'exclusion, d'intolérance sous toutes leurs formes, qui agitent plus que jamais notre société.
F. Gaudin, H. Bennaceur,
F. Falieu - Meudon-la-Forêt (92)

■

Pour libérer le Koweït, les pays coalisés se sont battus au nom du droit et ont su demeurer dans le cadre des résolutions de l'ONU alors que l'on pouvait craindre que les USA ne se laissent aller à poursuivre les opérations jusqu'à Bagdad.
Persister à agir au nom du droit doit conduire, sous l'égide de l'ONU, à mettre en œuvre des solutions aux différentes tensions qui se persistent au Moyen-Orient mais aussi dans d'autres régions.
L'ordre juridique international doit s'imposer à tous. Atteindre cet objectif ne sera sans doute ni aisé, ni rapide. Raison de plus pour y œuvrer sans tarder. La communauté internationale ne doit pas, au nom de je ne sais quel réalisme, reculer devant l'ampleur de la tâche.
D'autres conclusions peuvent (et doivent) sans doute être tirées dès maintenant. Je me bornerai à en mentionner deux. Tout d'abord, il me semble qu'au-delà de simples bonnes paroles, il convient de rétablir fermement la notion de morale en politique. Il ne sert à rien de verser quelques larmes de bon ton sur les erreurs passées.
Nous devons et, bien entendu, tout particulièrement un gouvernement de gauche, refuser totalement les arguments prétendument réalistes du type "les ennemis de mes ennemis sont mes amis", "si la France ne vend pas d'armes, celles-ci seront acquises auprès d'autres fournisseurs" ou bien encore "seule la vente d'armes permet le financement de celles qui nous sont nécessaires", sans parler de l'argument insidieux concernant la menace de chômage dans nos arsenaux.
Nous devons nous imposer le respect d'exigences morales et en tirer les conséquences.
En outre, au-delà des bombements de torse de circonstance et des commentaires rocardiens, nous devons prendre acte de ce que les opérations militaires récentes ont révélé.
La France ne peut, seule, financer à la fois une force de dissuasion et des forces conventionnelles performantes. De bons esprits feront valoir qu'il suffit d'augmenter les crédits militaires. Une telle politique serait proprement ruineuse et ne pourrait être entreprise qu'au détriment d'autres budgets pourtant essentiels. En outre, elle serait très vraisemblablement largement inopérante puisque, le progrès technique s'accélérant sans cesse, nous ne pourrions pas, à moins de militariser toute l'économie, combler un écart structurellement croissant. De plus, il n'appartient pas plus à la France qu'à aucune autre nation de s'ériger en gendarme. Ce doit être le rôle d'instances internationales.
Pour la première fois, l'ONU est probablement en mesure de jouer un rôle véritable dans ce domaine. La France peut et doit y contribuer, non chercher, fût-ce avec quelques autres, à s'y substituer.
Les circonstances actuelles doivent également nous inciter à nous poser à nouveau la question de la défense du territoire. La force de dissuasion est-elle un mythe ou une réalité ? Devons-nous, et pouvons-nous, continuer durablement dans notre splendide isolement ? Ne serait-il pas plus réaliste (nous y revoilà) de chercher à bâtir un système commun de défense ? Celui-ci ne pourrait-il pas s'inscrire dans le cadre de la construction européenne ? Cela éviterait à l'Europe de briller par son absence en ce domaine.
Michel Cardin - 75003 Paris

■

Je voudrais aborder "la nécessité de faire la guerre du Golfe". Sans être naïf car toute guerre, malheureusement, frappe aussi des victimes innocentes, je pense que les Américains et les alliés ont eu raison de la faire. Sur le fond, ils ont raison même si, dans la forme, certaines décisions laissent penser que la guerre était (est) américaine.
Si les USA n'avaient pas contraint Saddam Hussein à capituler, s'ils avaient laissé les Irakiens annexer le Koweït, on aurait plus tard appris les exactions insupportables commises contre les Koweïtiens. Alors, ce jour-là, notre conscience nous aurait fait nous juger pour notre lâcheté, et notre non-assistance à pays en danger.
On dit, ici et là, que ce conflit est une question de pétrole. Mais posons-nous la question suivante : doit-on laisser un pays être écrasé, être mis à feu et à sang parce qu'il a du pétrole, parce qu'il est riche ? Je pense et crois fermement que la réponse est non. Alors, rendons hommage aux Américains et aux alliés pour leur détermination à appliquer le droit international. Et espérons qu'ils garderont la même détermination pour le réglement des conflits et tensions majeurs qui demeurent jusqu'à aujourd'hui sans réponse.
Permettez-moi de lancer un clin d'œil sur l'attitude (le profil bas) des dirigeants africains par rapport au conflit du Golfe. (Je suis français d'origine africaine). Savez-vous pourquoi, à part le Sénégal qui a participé militairement, même de façon symbolique, on ne les a pas entendus ?
Parce que la plupart des chefs d'Etat africains sont des dictateurs autoritaires comme Saddam Hussein. Ils sont au pouvoir illégalement depuis 20 à 30 ans, ils ont institué un seul parti politique pour ne pas dire une oligarchie dans leur pays, ils volent et pillent leur peuple.
J'ai entendu Gilles Perrault sur RTB (la radio belge) dire que Hassan II, Houphouët-Boigny et Mobutu, du Zaïre, ont une fortune personnelle plus élevée que le budget de leur pays. Ils ne sont pas seuls : tel est le cas au Mali, au Niger, au Tchad, etc. La liste est longue.
Pour terminer ce clin d'œil, il est souhaitable, après le conflit du Golfe, que les puissances occidentales coupent les vivres, toutes les aides à ces pays tant qu'ils ne seront pas de véritables démocraties. Que l'ONU se penche sur la question des fortunes volées par ces dirigeants afin qu'ils soient contraints de les restituer à leur pays.
Il y a quelque chose de malsain dans l'aide occidentale aux PMA, notamment africains. Leurs dirigeants détournent ces fonds de l'aide internationale pour leur usage personnel et cet argent est investi à nouveau en Occident.
Oumar Mc. Kone - Rouen (76)

■

La section de Bron du Parti socialiste, réunie le 19 décembre 1990, a regretté en son temps la décision officialisée par le parquet général de Paris de renvoyer à une Haute Cour de justice, pratiquement impossible à réunir, le jugement des crimes contre l'humanité reprochés aux quelques responsables encore vivants de l'application de la politique antisémite de Vichy.
Elle a constaté avec satisfaction qu'une autre juridiction s'était récemment estimée compétente.
Elle considère, pour reprendre l'expression du ministre délégué rattaché au Garde des Sceaux, qu'un tel procès ne mettrait aucunement en danger la paix civile.
Elle constate qu'il y a une contradiction flagrante à traduire en justice un Touvier et à renoncer en même temps à instruire des actes dont les conséquences ont été encore beaucoup plus graves.
Elle estime qu'aucune respectabilité d'aucune institution établie ne doit servir de paravent aux actes dont sont incriminés MM. Bousquet et Papon qui ont exercé pendant et après l'Occupation des fonctions importantes dans la haute administration, la finance ou la politique.
Elle rappelle que la seule véritable façon pour un peuple de tirer un trait sur les pires moments de son histoire est de ne pas les occulter et d'accepter de les examiner.
Elle demande donc aux autorités de l'Etat de tout mettre en œuvre pour que ces procès puissent être instruits et ouverts dans un délai raisonnable.
Section PS de Bron (69)

■

Je voudrais préciser quelques données.
Selon les chiffres fournis par l'Institut national d'études démographiques, on dénombre 19.819.813 électrices et 17.538.840 électeurs, soit un total de 37.578.853.
53% de femmes et, donc, 47% d'hommes, soit 6% de femmes seules, incontournablement seules...
Bon courage pour l'avenir : le patriarcat est une forteresse vieille de 6.000 ans... C'est dire l'imprégnation des esprits aussi bien féminins que masculins par des stéréotypes commodes "logés au fond du cerveau" comme Voltaire le disait déjà et prétendait que Platon lui-même l'avait déjà dit, ce qui est à vérifier...
Emilienne Busière -
Rebreuve-Ranchicourt (62)

■

La loi Le Pors de janvier 1984 prévoit la titularisation, sous certaines conditions, des contractuels de la fonction publique et en particulier de ceux de la Coopération et du Développement. Pour nous, la loi n'a été appliquée que par le ministère de l'Education nationale, bien qu'une circulaire de Laurent Fabius, Premier ministre à l'époque, en ait recommandé l'application par tous les ministères.
Depuis 1984, des non-renouvellements de contrat ont fait l'objet de requêtes devant le Conseil d'Etat qui a déjà rendu deux arrêts, en mars 1989 et en septembre 1990, après cinq années de procédure. Chaque arrêt annule une décision de radiation du contrôle des effectifs, "qui doit être regardée comme un licenciement au regard des dispositions de l'article 82 de la loi du 11 janvier 1984" (...), cette décision "a été prise en violation desdites dispositions et est par suite entachée d'illégalité."
Les bénéficiaires n'ont toujours pas été rétablis dans leurs droits. A qui doivent-ils maintenant en appeler ?
Entre l'effectif de 2.200 contractuels en octobre 1989, cité par le ministre de la Coopération et du Développement et les 1.532 postes pourvus par les contractuels au 4 février 1991, 668 emplois (30%) manquent, alors que seulement 65 suppressions de postes avaient reçu l'aval du Parlement lors des votes des budgets de 1990 et 1991.
Le budget global du ministère de la Coopération et du Développement augmente (7,5% en 1991), les chefs de mission sont autorisés, par circulaire ministérielle, à "gérer librement les moyens financiers en matière d'assistance technique", et à "faire preuve d'un dynamisme particulier" pour "poursuivre sa rationalisation". Ce qui veut dire que des postes sont supprimés :
• sans en référer, comme serait contrainte de le faire une entreprise privée, à l'inspection du travail ou au comité d'entreprise ;
• en contradiction avec les justifications fournies au Parlement lors du vote du budget ;
• en ignorant la jurisprudence issue des arrêts du Conseil d'Etat.
A ce jour, je fais partie des 300 assistants techniques illégalement privés d'emploi et ce nombre va encore augmenter.
A quand l'application pour tous des lois sociales de la République ?
Gilbert Pereira - Colombes (92)

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction : Vanda Gervasio (78.61) Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.79)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : N (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo :
J.-C. Coutausse / Editing (Couv.) ; Keystone (pp. 3, 11 et 12) ; Luke Frazza / AFP (pp. 3 et 6) ; D.R. (pp. 3, 18 et 20) ; Boccon-Gibad / Sipa-Press (pp. 8 et 9) ; J. Pavlovsky / Sygma (p. 10) ; Collection Viollet (pp. 12et 21) ; Vincent Amalvy / AFP (p. 13) ; Jacques Witt / Sipa-Press (p. 14) ; FR 3 (p. 16) ; N'Diaye / Imapress (p. 19) ; Dan Torres / Gamma (p. 23) ; autres P.L.
Erratum : Giraudon (p. 12) de notre n° 92.

Ce numéro a été tiré à 250.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 • *Rentrée parlementaire*
• *Préparation de la convention*
5 • *Elections régionales*
• *L'aide légale*
• *Pierre Mauroy*

INTERNATIONAL

6 • *Moyen-Orient : une chance pour la paix*
• *Aller très vite avec les Palestiniens*
7 *Une solution durable et équitable*
8 *Reconstruire le Moyen-Orient*
9 *Nos exportations, les entreprises et l'Etat*
10 *L'Irak : sortir du totalitarisme*
15 • *Dans les Etats baltes*
• *L'Internationale socialiste*

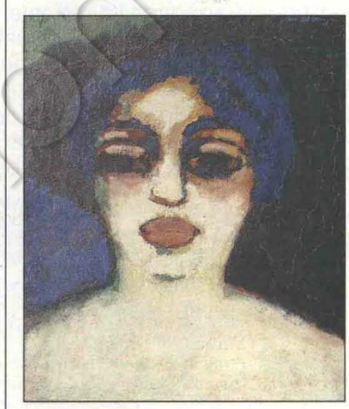
11 à 14 **DOSSIER**
A propos du pacifisme
11 *Les socialistes et la guerre*
13 *Jean-Pierre Azéma*
14 *Robert Verdier*



▲ *Une chance pour la paix (pp. 6 à 10).*



▲ *Les socialistes et la guerre (pp. 11 à 14).*



▲ *Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq (p. 20).*

REGIONS

16 *Philippe Lamour : encore un message*

ECONOMIQUE ET SOCIAL

17 *Handicap ne signifie pas incapacité*

CROQUIS

19 • *Le bloc-notes de Claude Estier*
• *Virgil Tanase*
• *Le dessin de la semaine*

CULTURE

20 • *Villeneuve-d'Ascq : moderne musée d'art*
• *Cinéma : "Merci, la vie"*
• *Télévision*
21 • *"J'accuse", à la B.N.*
• *Chaillot pour tous*
• *Lyon : "Les Célestins rayonnent"*
• *Livres de poche*
22 • *Post-scriptum*
• *Agenda spectacles*

INVITE

23 *Laurent Terzieff*

■ AGENDA ■

• Colloque : **"Quelle perspective d'action culturelle pour les communes ?"**, les 22 et 23 à Saint-Etienne, organisé par la Fédération nationale des communes pour la culture. ☎ 77.80.83.96

• **"Combattre l'extrême droite"** : stage organisé par le Centre Condorcet, Centre régional d'accueil et de formation, chemin des Manufactures, 62800 Liévin, les 23 et 24 mars. ☎ 40.41.08.48

• Colloque : **"La politique industrielle"**, le 27, avec Gérard Collomb et Michel Debout. 28 bis r. St-Dominique, 75007 Paris. ☎ 45.56.79.15

• **"Organiser la formation politique"**. Stage destiné aux secrétaires fédéraux, les 6 et 7 avril. VVF, 91410 Dourdan. ☎ 40.41.08.48

• Colloque : **"La justice et l'Etat, indépendance, responsabilité et liberté du juge"**, organisé par la Fondation Jean-Jaurès, le 13 avril, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007 Paris. ☎ 45.56.79.15

• Rencontre : **"La culture dans toutes ses régions"**, le 15 avril, Palais des sports, rue P.-V. Radot, Créteil. ☎ 45.56.78.21 ou 23

• Stage : **"Réussir l'intégration"**, organisé par le Centre Condorcet, les 20 et 21 avril dans le Nord (lieu à préciser). ☎ 40.41.08.48

Mince de patrons

François Périgot, du CNPF, n'est pas content. Et il le dit fort. Notamment à propos du gouvernement qui voudrait parler de la représentation des salariés dans les petites entreprises.
Ça alors, pas question. Et puis, quoi encore, introduire les œuvres sociales dans les PMI-PME ? On le fera, quand on le pourra.
Décidément, les socialistes étaient bons pour s'occuper des affaires du Golfe, mais en matière patronale... Qu'est-ce encore que ce discours, l'an dernier, à Auxerre, sur les bas salaires ?
"Si des gens étaient mal payés, cela se saurait, non ?"
On a le porte-monnaie coïncé, avenue de Serbie.

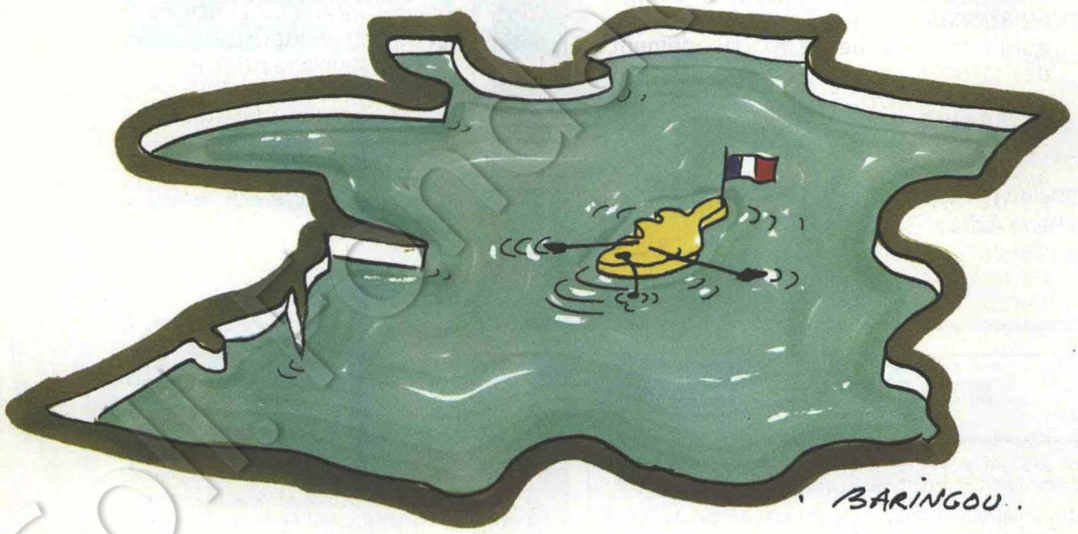
J.R.

Fondation Jean Jaurès

Parlement : le retour à la politique hexagonale

La session extraordinaire du Parlement, qui débutera le 19 mars, sur l'après-guerre, relancera le débat de politique intérieure. Pourtant, deux des trois projets de loi qui seront discutés pourraient bénéficier de l'approbation d'une très grande partie de la classe politique.

L'opposition a annoncé la couleur : la session parlementaire extraordinaire qui s'ouvrira le 19 mars marquera la fin du consensus qui avait couvert la vie politique pendant la guerre du Golfe. Le premier débat, qui portera sur la politique internationale et le Proche-Orient, devrait se dérouler dans une relative sérénité. Mais les projets de loi qui seront discutés par la suite seront nettement plus controversés. A commencer par le statut de la Corse.



L'article premier, reconnaissant la notion de "peuple corse", sera au centre des débats. Reste que la droite est très divisée sur ce sujet. En première lecture, à l'Assemblée nationale, le texte du gouvernement avait reçu l'appui de vingt-huit députés de l'opposition. La droite sera-t-elle capable de retrouver son unité lors du second passage du projet de loi au Palais-Bourbon ? Toujours est-il qu'elle annonce, aujourd'hui, qu'un accord est "en train de se dessiner pour s'opposer désormais à l'article premier." La réforme de la dotation globale de fonctionnement se heurte également à l'hostilité de l'opposition. Elle vise à instituer une solidarité financière entre les communes. Le RPR dénonce un projet qui concerne "directement la ville de Paris" en raison de la péréquation qu'il va imposer entre les agglomérations d'Ile-de-France. Certains élus de droite ne sont pas plus tendres avec la réforme de l'administration territoriale dans laquelle ils voient un retour masqué au centralisme. "Visant à donner un second souffle à la décentralisation, ces deux derniers textes sont très techniques et ne devraient donc pas donner lieu à de sévères empoignades politiques, note Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée. Mais je ne suis pas certain qu'on puisse éviter de tomber dans ce travers. Après la période de consensus due à la guerre, la droite va essayer, sans doute, de se mobiliser à nouveau contre le gouvernement pour démontrer qu'elle existe. La grande interrogation de cette session extraordinaire concernera donc les majorités sur lesquelles devra s'appuyer le gouvernement pour faire passer ses textes. Elles seront certainement encore à géométrie variable alors que, logiquement, ces projets de loi devraient bénéficier d'une très large approbation. Il n'est pas non plus impossible que le gouvernement ait recours au vote bloqué." La fin du consensus sonne le retour du jeu politicien...

J.-P. B

PS : préparation de la convention

Mercredi soir, le bureau exécutif devait adopter un texte servant de base de discussion pour la préparation de la convention nationale de Cachan (Val-de-Marne) les 6 et 7 avril.

Proposé par Pierre Mauroy, ce projet se veut "sans concession et sans provocation". Il a été amendé par les représentants des différents courants qui entourent le premier secrétaire dans le cadre de la coordination. Ce texte sera envoyé aux militants mais ne sera pas soumis à leur vote. Il se compose de trois parties : quelle politique extérieure de la France ? quels choix politiques en 1991 ? comment assurer la mobilisation de la gauche ?

Après un préambule rappelant le sens et la nature de la guerre du Golfe, le rôle et les responsabilités des protagonistes, le premier chapitre évoque les grandes orientations de la politique étrangère française (paix juste et durable au Moyen-Orient, conception d'une nouvelle forme de sécurité collective).

La deuxième partie est consacrée aux choix politiques en 1991 : la modernisation de notre défense, l'union européenne, une nouvelle dynamique dans les rapports Nord-Sud, la France au quotidien. Enfin, le chapitre sur la mobilisation de la gauche traite de la stratégie de rassemblement à gauche et de la préparation du projet.

De leur côté, les responsables de Socialisme et République ne souhaitent pas envenimer le débat. Ils ne déposeront pas de texte. Ils préfèrent se consacrer à la préparation du projet et ont créé des commissions chargées d'approfondir cinq grands thèmes : la construction européenne, la coopération Nord-Sud, la politique économique et sociale, les institutions et la défense. Le fruit de ce travail sera mis en forme dans un texte d'orientation, contribution au projet, qui sera présenté en septembre.

J.-P.B.

régionales : la droite a-t-elle peur de la clarté ?

La proposition de loi que préparent les socialistes pour modifier le mode de scrutin des élections régionales de 1992 vise à dégager des majorités stables et à clarifier les alliances. Un double objectif qui embarrasse la droite.

Toute réforme électorale a le don d'agiter les états-majors politiques. Le changement de mode de scrutin régional que prônent les socialistes n'échappe pas à la règle. La droite y voit une "magouille" alors que le PS recherche la "clarté". De quoi s'agit-il ? La réforme, qui devrait faire l'objet d'une proposition de loi déposée par les socialistes dans les prochaines semaines, entend remplacer le système actuel de proportionnelle intégrale à un tour par un système mixte ressemblant au mode de scrutin municipal et fondé sur une proportionnelle à deux tours, accordant une prime de 25% à la liste arrivée en tête et une possibilité de fusion, entre les deux tours, pour les listes ayant obtenu entre 5 et 10%. Quant à la circonscription électorale, elle demeurera le département. Objectifs de ce texte : dégager des majorités stables au sein des conseils régionaux, clarifier les alliances, rationaliser et simplifier le système électoral car, en 1992, les élections régionales se dérouleront en même temps que les cantonales qui se jouent à deux tours.

L'opposition rechigne. L'UDF a condamné ce projet, préconisant l'élaboration de listes d'union dans tous les départements, sur la base des équilibres existants. De son côté, le RPR n'a pu éviter un flottement très perceptible. Dans un premier temps, Jacques Chirac a déclaré : "Le système actuel est pervers et doit être modifié. Je suis a priori plutôt favorable à la circonscription départementale. Le projet de proportionnelle aménagée avec prime majoritaire -comme aux municipales- est une voie raisonnable qui doit être explorée."

TRANSPARENCE

Ensuite, le bureau du groupe parlementaire RPR a rejeté la proposition socialiste tout en reconnaissant "la nécessité de revoir éventuellement le mode de scrutin". Bref, la droite accuse le PS de n'agir que par calcul électoral. En réalité, elle est gênée par un nouveau système qui, s'il était adopté, enfoncerait un coin dans son jeu d'alliances avec le Front national, dans certaines régions. Ce n'est sans doute pas une coïncidence si les élus qui ont réagi les premiers avec le plus d'énergie contre la proposition socialiste ne sont autres que Jean-Claude Gaudin et Jacques Blanc, auteurs d'accords, dans leurs régions respectives, avec les amis de Jean-Marie Le Pen.

"Le statu quo autorise les alliances clandestines, voire honteuses, lors des votes pour l'exécutif régional, souligne le socialiste Gérard Le Gall. En revanche, la réforme laisse l'électeur juge des alliances nouées entre les deux tours." C'est précisément cette transparence qui effraie certains responsables de droite.

Autre avantage de la réforme : elle favorise l'émergence de majorités solides. L'affaiblissement des partis politiques traditionnels et l'apparition de nouvelles forces électorales comme les écologistes et l'extrême droite risquent de perturber le fonctionnement des conseils régionaux dans le système actuel. "L'opposition devra dire si elle opte pour la paralysie des régions -à terme leur mort- en donnant au FN, aux Verts, et aux chasseurs le rôle décisif de force charnière", remarque Gérard Le Gall. La proposition de loi devrait venir en discussion au Parlement lors de la session de printemps. Encore une belle joute politique en perspective !

J.-P. B.

Pour les Régions

Le Parti socialiste appuiera la réforme du mode de scrutin régional. Pourquoi ? Il s'agit d'assurer aux régions une plus grande stabilité. La collectivité régionale, de création récente, constitue la clef de voûte de la décentralisation. Elle représente un irremplaçable lieu de décision, dès lors qu'il s'agit de l'animation économique, de la planification, de la dimension culturelle, de l'aménagement du territoire, des grands équipements.

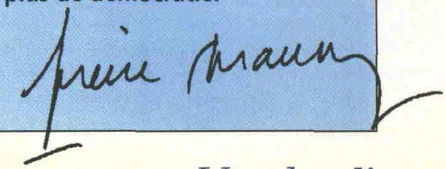
Ces questions sont essentielles pour la vie quotidienne des Français. Or, la proportionnelle à un tour, dans l'état présent des forces politiques, ne permet pas à des majorités cohérentes de s'exprimer. Les difficultés que connaissent les régions aujourd'hui ne peuvent qu'empirer à l'avenir.

Comment ? Il s'agit de réaliser un équilibre délicat. Favoriser le rassemblement au second tour et, donc, la création de majorités cohérentes et stables. Il faut aussi maintenir la représentation de la région dans toute sa diversité. Une adaptation à la région du mode de scrutin municipal à partir d'une circonscription départementale, paraît la meilleure réforme possible. La liste arrivée en tête bénéficie d'une prime lui assurant une prééminence. Et l'ensemble des forces politiques se trouve représenté à l'échelon du conseil régional. Ainsi peut-on concilier exigence de stabilité et de représentativité.

Quand ? Serait-il trop tard ? Il est facile d'opposer à la droite qui utilise cette argumentation fallacieuse que la plupart des réformes électorales sous la Ve République se sont faites moins d'un an avant le scrutin qu'elles concernaient. Et, en particulier, n'est-ce pas une loi du 27 juin 1964 transformant le mode de scrutin municipal qui s'appliqua dès mars 1965 ?

N'est-ce pas des loisde décembre 1966 puis juillet 1976 qui s'appliquèrent aux municipales de mars 1967 et mars 1977 ? Il s'agissait là de modifier les seuils de représentation au second tour.

Les socialistes sont prêts à relever le gant et à mener ce débat. Ce qui compte n'est pas le délai qui sépare le vote d'une loi de l'élection qu'elle concerne, mais la qualité de la réforme proposée. Sur ce point, oui, nous sommes prêts à nous expliquer. Car il ne s'agit de rien d'autre que de proposer aux Français un peu plus de démocratie.



LA REFORME DE L'AIDE LEGALE

"Le budget est insuffisant si on le rapporte aux besoins de la justice dans notre pays, son augmentation est un véritable problème politique" a lancé, samedi, au siège du Parti socialiste, à Paris, un des participants à l'assemblée générale de la Commission nationale de la justice consacrée à l'étude de l'avant-projet de loi sur la réforme de l'aide légale. Un avant-projet écarté pour des raisons de gros sous par des organisations professionnelles.

Henri Nallet, Garde des Sceaux, et les principaux membres de son cabinet, samedi, écoutèrent pendant plusieurs heures les souhaits, les espérances, les vœux, d'avocats, de magistrats, de parlementaires, de consommateurs, d'élus divers, soucieux de voir entrer dans les faits le plus rapidement possible une loi qui va permettre à des personnes aux revenus modestes d'accéder à une justice de qualité.

Le ministre a insisté sur "l'avancée significative" permise par un texte s'inscrivant, parfaitement, dans les perspectives tracées par François Mitterrand dans sa "Lettre à tous les Français." La première lecture de ce projet est prévue pour la session parlementaire de printemps.

Plusieurs des intervenants ont demandé qu'il soit largement diffusé auprès des avocats car beaucoup d'entre eux, mal informés ou de mauvaise foi, le dénoncent sans l'avoir lu ni étudié.

P.Y.

au Proche-Orient, une chance historique pour la paix

La situation reste confuse en Irak, alors que plane la menace de l'utilisation par Saddam Hussein de l'arme chimique contre les insurgés chiites et kurdes. La récente nomination de son cousin, Ali Hassan Majib -connu pour être l'homme des basses besognes du régime- au ministère de l'Intérieur, revèle la volonté du dictateur irakien de reprendre à tout prix la situation en main.



▲ *Washington, le 11 mars : Michel Rocard et George Bush pour la mise en œuvre du processus de paix.*

Dans le même temps, les contacts diplomatiques se multiplient. Ainsi, ce jeudi, François Mitterrand et George Bush se rencontrant à la Martinique devaient-ils aborder l'ensemble des questions de l'après-guerre.
Les déclarations du président américain devant le Congrès, affirmant la nécessité de régler de façon prioritaire le conflit israélo-arabe et la question palestinienne ne peuvent que faciliter la compréhension -déjà grande- entre les deux chefs d'Etat. D'autant que la France entend appuyer toutes les initiatives pouvant conduire à la paix. Dans un récent entretien au "Monde", le ministre des Affaires étrangères français se félicitait que, pour la première fois depuis longtemps, l'administration américaine se réfère à nouveau aux résolutions de l'ONU sur ce sujet (notamment les 242 et 338). "Je crois que le président Bush est conscient de la chance historique qui s'offre à nous. Nous ferons tout pour l'aider", affirme-t-il. En fait, il semble que jamais les Etats-Unis et la France n'aient été aussi proches dans leurs analyses, leur approche et leur démarche. La rencontre de la Martinique devrait en faire la démonstration.
Le rappel du principe de "l'échange des territoires occupés contre la paix" avait suscité chez les dirigeants israéliens de vives inquiétudes. La visite de James Baker à Jérusalem a permis d'échanger les points de vue. De même que la rencontre avec des Palestiniens des territoires occupés est significative de l'état d'esprit actuel de Washington. Les avancées amorcées par l'OLP apparaissent de bon augure.
Le secrétaire d'Etat américain poursuit sa tournée au Proche-Orient, qui l'a mené d'Arabie Saoudite à Israël, en passant par le Koweït et l'Egypte.
Roland Dumas devrait lui emboîter le pas, en commençant sa tournée par les pays de Maghreb. Le séjour qu'a effectué Michel Rocard à Washington et son entrevue avec le président Bush ont, eux aussi, contribué à mettre en œuvre le processus de paix qui s'ouvre aujourd'hui de façon exceptionnelle dans cette région du monde qui ne l'a pas souvent connue.

Ghislaine Toutain

"La discussion Israël-Palestiniens pourrait aller vite"

La rencontre de James Baker avec des responsables palestiniens des territoires contraint le gouvernement israélien à "bouger". Ce qui rejoint la position des travaillistes et socialistes à Jérusalem.

"Vendredi". Que pensez-vous de la rencontre de James Baker avec des Palestiniens des territoires ?

Pierre Shapira, responsable d'Israël au secteur international du PS. Dans le cadre de sa tournée au Proche-Orient, il est normal que le secrétaire d'Etat américain James Backer rencontre toutes les parties prenantes. J'ai le sentiment que sa rencontre avec des Palestiniens augure d'une attitude nouvelle, qui m'apparaît très positive. D'autant qu'elle a été faite, en définitive, avec l'accord plus ou moins tacite, plus ou moins contraint de l'OLP. Elle donne une légitimité aux Palestiniens de l'intérieur. Elle démontre au gouvernement israélien qu'il existe des interlocuteurs irrécusables, alors que leur appartenance à l'organisation palestinienne n'est un secret pour personne.
Aujourd'hui, il semble qu'Israël puisse aller vite dans la discussion avec les Palestiniens. Les Américains pourraient agréer, avec l'accord des pays arabes,

une délégation palestinienne ou jordano-palestinienne, ce que proposent les travaillistes depuis 1985.

Un sondage nous apprend que 49% des Israéliens seraient prêts à échanger les territoires contre la paix. Cela vous étonne-il ?
Non, la société israélienne n'a pas vocation à vivre éternellement dans la guerre. Si une véritable proposition de paix voyait le jour, une plus grande majorité encore de la population serait prête (comme cela a été le cas avec l'Egypte lors de la restitution du Sinaï), à un compromis territorial en échange de la paix et à ouvrir la négociation sur l'avenir des territoires, le sort des Palestiniens, et la création d'un Etat. Après les déclarations de hauts responsables palestiniens, comme avec la prise de conscience des Israéliens, le chemin de la paix semble ouvert.

Quelles réflexions vous inspirent l'assassinat de quatre Israéliennes ?
On ne peut que s'indigner de cet acte odieux. Je crois qu'à travers ces femmes, c'est la paix qu'on cherche à assassiner. Dans ce Proche-Orient compliqué, à chaque fois qu'une évolution diplomatique ou un pas en avant peuvent être faits -c'est le cas avec la visite de James Baker- un acte de terreur vient durcir les positions et profite aux extrémistes de tous bords. Il faut enrayer cet engrenage. Fayçal Husseini, leader des Palestiniens des territoires occupés, et Elias Frej, maire de Bethlehem ont condamné l'assassinat. Ce sont eux qui ont aussi rencontré Baker. Voilà des signes positifs.

Propos recueillis par G.T.



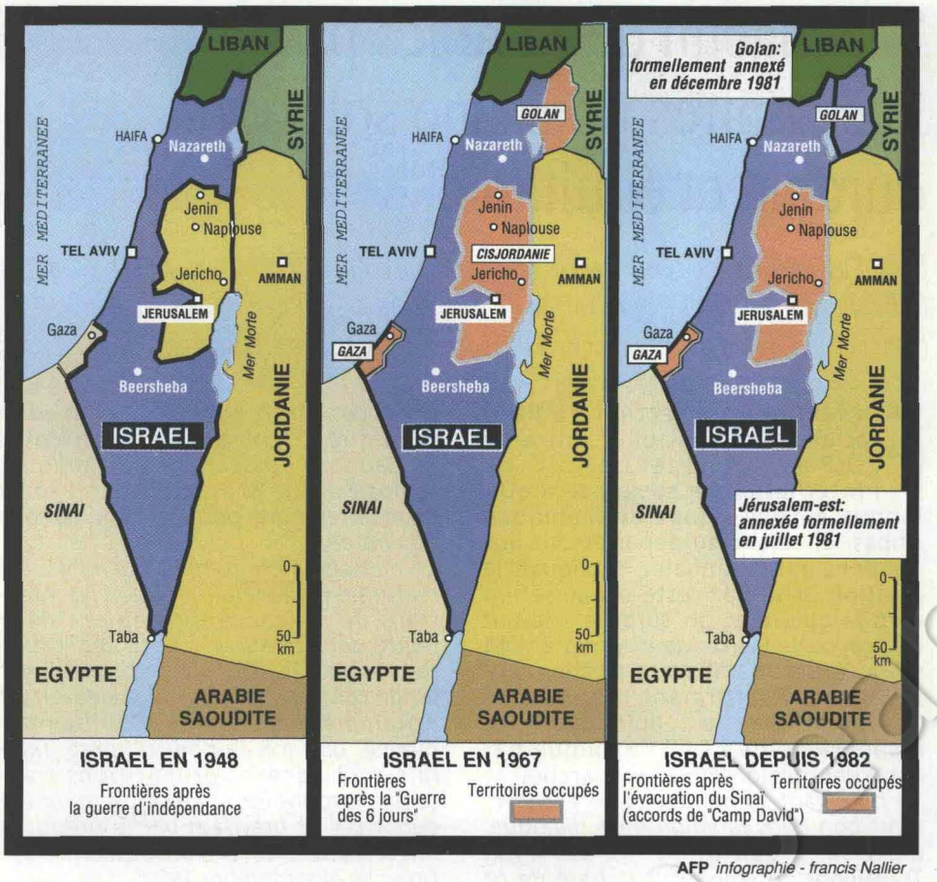
"A chacun de faire les pas nécessaires pour une solution durable et équitable"

Lors d'un échange de lettres entre leurs responsables des relations internationales, le Parti socialiste et l'Organisation de libération de la Palestine précisent, franchement, leurs positions lors du récent conflit et s'expliquent, sur la paix.

Fin février, la direction du Parti socialiste recevait une "lettre de l'OLP aux socialistes français" via l'Internationale socialiste. Cette longue missive signée de Mahmoud Abbas, directeur du département aux relations internationales, expliquait la position prise par cette organisation dans la guerre et sa "surprise" devant les propos de Pierre Mauroy mettant en garde Yasser Arafat sur sa position pro-irakienne. Réaffirmant la solidarité "naturelle" avec le peuple irakien, ce responsable de l'OLP l'explique par l'état des opinions populaires arabes.
"Il nous faut surmonter cette épreuve, tenir bon dans la volonté de dialogue, dans la préparation de la paix. Travaillons ensemble sur la base de ce qui fait notre commune différence. Travaillons ensemble dans la logique de la paix sur la base des principes contenus dans l'initiative française du 14 janvier 1991, déjà énoncés dans le discours du président Mitterrand à l'ONU le 24 septembre 1990", écrivait Mahmoud Abbas le 22 février dernier, avant de s'interroger sur les positions prises par l'IS à Vienne. Il concluait : *"Heureusement, le dialogue entre nous n'est pas terminé, et nous nous engageons à le poursuivre quoiqu'il arrive. Car, au-delà des divergences et des engagements qui nous séparent, nous sommes unis par la volonté de substituer la logique de la paix à celle de la guerre. Mais il est bon pour nous tous de clarifier les termes du débat."*
La réponse de la direction du Parti a été adressée à l'OLP dès le 6 mars et transmise à la direction de l'Internationale socialiste le 8 lors du praesidium de Sydney par le signataire lui-même, Pierre Guidoni.
Cette lettre rappelle d'abord les positions de la France et du PS dans le conflit en revenant sur toutes les tentatives de paix du président Mitterrand.
"Comme vous le savez, la France n'a pas ménagé sa peine pour tenter de résoudre ce conflit ; jusqu'au 15 janvier 1991, François Mitterrand a envoyé dans tous les Etats du Maghreb et du golfe Persique des émissaires afin de trouver une issue qui évite le conflit armé, Pierre Mauroy s'est rendu en son nom, dès le mois d'août 1990, auprès des chefs d'Etat du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, qui avaient tous condamné l'agression irakienne et exprimé leur préoccupation face à une opinion publique sensible au discours de Saddam Hussein, afin d'expliquer la position de la France et son souci de maintenir une position diplomatique équilibrée.
Ce message a été compris quand il a été réaffirmé qu'il n'était pas dans les intentions de la France d'accepter "deux poids, deux mesures" dans l'application des résolutions de l'ONU, et que le projet de conférence internationale traitant notamment de la question palestinienne, une fois le Koweït libéré, figurait déjà dans les propositions françaises : propositions qui ont ensuite été débattues et précisées par le président Mitterrand à la tribune des Nations Unies le 24 septembre 1990.
A Tunis, Pierre Mauroy a rencontré pendant plus d'une heure Yasser Arafat.
La discussion a porté sur les intentions irakiennes et les moyens d'éviter la guerre, auxquels le principal dirigeant de l'OLP souhaitait contribuer pour ramener l'Irak et le Koweït sur la voie de la négociation.
Nous avons encouragé et fondé beaucoup d'espoirs à l'époque sur son attitude d'équilibre et d'arbitre entre le Koweït et l'Irak et sur sa capacité à faire aboutir une négociation impliquant les pays arabes afin d'amorcer un retrait du Koweït."

"CADUQUE"

Au cours de cet entretien furent évoqués des souvenirs communs. Ceux de 1982, où l'action du gouvernement français dirigé par Pierre Mauroy a permis à la direction de l'OLP de désserrer l'étau dans lequel elle se trouvait à Beyrouth et de gagner Tunis.
Ceux de mai 1989, après la réunion du conseil de l'OLP d'Alger qui avait rendu caduque la charte qui refusait l'existence d'Israël. Le premier secrétaire de notre Parti avait tenu à saluer cette évolution qui pouvait permettre enfin une avancée dans la coexistence des peuples palestinien et israélien.
"C'est cette reconnaissance officielle faite au nom des socialistes français, comme les relations cordiales que nos organisations entretiennent depuis des années qui nous permettent de nous parler franchement.
Nous avons parlé franchement depuis le début de l'Intifada, en nous élevant en toute occasion contre la répression



AFP *infographie - francis Nallier*

et les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés.
Nous avons parlé franchement au Caire, à la réunion de l'Internationale socialiste, en mai 1990, lorsque, devant les représentants israéliens et les observateurs palestiniens, Pierre Mauroy a tracé un projet pour la Palestine, en précisant qu'il s'agissait "d'organiser la coexistence harmonieuse des deux peuples et des deux Etats".
Nous avons parlé franchement à New York en octobre 1990, devant la même assemblée où notre premier secrétaire a pris l'initiative de faire adopter une résolution condamnant les événements de Jérusalem.

PARLER FRANCHEMENT

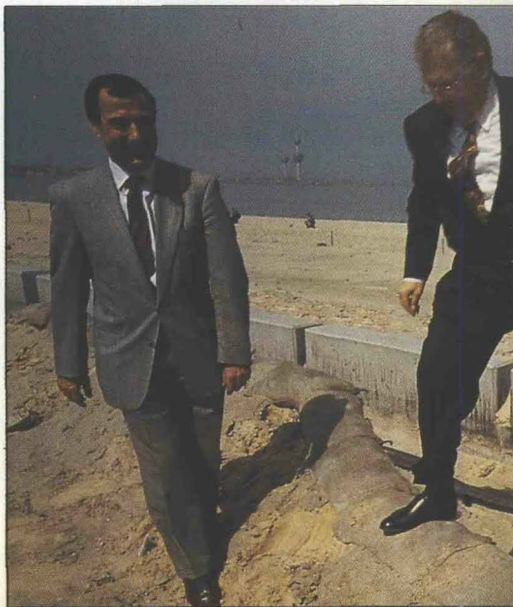
Nous avons parlé franchement lorsqu'à Tel Aviv notre délégation a demandé fermement des explications sur le traitement infligé aux Palestiniens des territoires occupés soumis à un couvre-feu permanent.
De la même façon, nous avons mis en garde Yasser Arafat en lui disant que son alignement brutal sur les positions de Saddam Hussein affaiblissait la position internationale de l'OLP et, par conséquent, mettait en péril son statut d'interlocuteur unique pour représenter les Palestiniens lorsque les discussions s'ouvriraient nécessairement sur l'avenir de cette région.
Ce ne sont pas seulement les raisons d'Etat qui guident notre discours et notre démarche. Au-delà du soutien évident à l'action diplomatique de notre pays, les socialistes français entendent, comme à l'accoutumée, pour tout ce qui concerne les problèmes du Proche et du Moyen-Orient, faire valoir les raisons du coeur.
Celles-ci nous imposent désormais, alors que les hostilités armées viennent de se conclure, de maintenir toutes les voies possibles d'un dialogue fructueux qui aboutisse à une paix durable garantissant la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël, la priorité accordée au développement économique et social pour lequel l'Europe et notamment la France peuvent et doivent jouer un rôle déterminant, le soutien à l'émergence de régimes démocratiques prenant réellement en compte les droits de l'homme et notamment le droit à la vie.
En nous adressant à la communauté socialiste internationale, à nos amis israéliens et à vous-mêmes, nous avons voulu souligner qu'il était grand temps que tous les responsables prennent conscience que le monde ne pouvait plus supporter ces conflits à répétition, sans courir les plus graves dangers et qu'il convenait que chacun fît les pas nécessaires pour trouver une solution durable et équitable.
En cela, le Parti socialiste est fidèle aux options et aux propositions qu'il a défendues depuis de nombreuses années pour l'avenir de cette région qui nous est si proche par le cœur et par la raison, tout en indiquant, comme cela a été si souvent dit et prouvé ces derniers mois, que nous restions disponibles pour contribuer à un réglement de paix, et pour faciliter toute amorce de dialogue." ■

la France et la reconstruction du Moyen-Orient

Les industriels français devront patienter encore pour se rendre au Koweït avec Jean-Marie Rausch, le ministre du Commerce extérieur. La reconstruction du Moyen-Orient excite bien des convoitises.

Force est de constater que la guerre est toujours une bonne affaire. Elle tue, certes, mais elle détruit aussi les usines, les infrastructures, les habitations. Il faut bien, à un moment ou à un autre, les reconstruire et cela fait des marchés considérables. Le ministère koweïtien du Plan a sollicité l'assistance du corps des ingénieurs de l'armée américaine et monté à Washington, avec les experts du Pentagone, une cellule spécialisée qui s'est ensuite installée en Arabie.
La reconstruction du seul Koweït va en effet représenter un marché considérable : on avance souvent une fourchette de 20 à 30 milliards de dollars pour les seuls travaux d'équipement à réaliser rapidement, plus une somme équivalente pour la reconstruction du patrimoine privé qui devrait s'étaler sur plusieurs années. Une chose est sûre : les organismes koweïtiens chargés de la reconstruction émettent des appels d'offre et passent des commandes, dans des délais généralement très courts.
Les principaux fournisseurs du Koweït d'avant la guerre commencent déjà à se disputer âprement. Ancien protectorat britannique, le Koweït privilégie traditionnellement les pays de langue anglaise. Les Américains -22,6% du marché en 1989- vont se tailler la part du lion, ainsi que les Anglais qui étaient,

▼ *Koweït-City, le 3 mars : Michel Charasse sur le terrain*

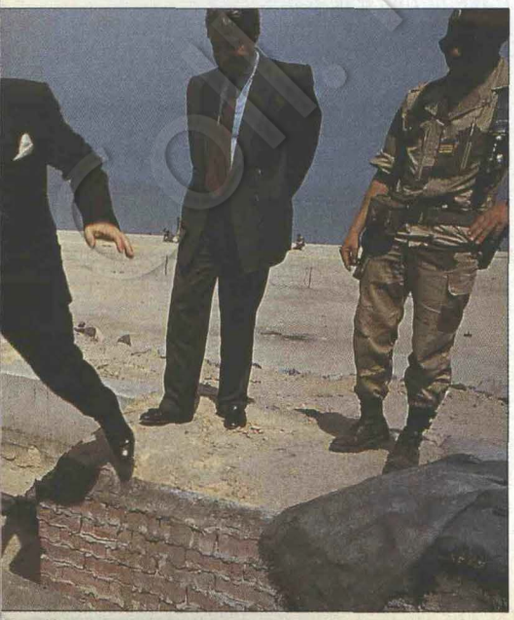


eux aussi, très implantés (12,1%). Les Français interviennent en seconde ligne : avec moins de 4%, ils étaient peu présents mais, ayant participé aux opérations militaires, ils sont bien placés par rapport aux Allemands (12,1%) et aux Japonais (17,7%) qui sont les autres principaux concurrents. Du côté des pouvoirs publics, on espère bien rafler 5 à 10% des travaux.

LES HANDICAPS DES INVESTISSEURS FRANÇAIS

Mais les Français ont de lourds handicaps à surmonter, si l'on en croit le CFCE (le Centre français du commerce extérieur). Ils sont venus tardivement sur les marchés du Moyen-Orient, en partie à cause de la langue, et ont trop souvent compté dans le passé sur les grands contrats. Ils n'ont pas su monter sur place un véritable réseau commercial, préférant réaliser des coups rapides et fructueux alors que les Koweïtiens attendaient d'eux des relations durables. Le diagnostic du CFCE est tranchant : "Les Koweïtiens estiment que les exportateurs français sont des charmeurs qui savent faire apprécier leurs produits lors de leur présentation mais ne savent pas s'adapter aux marchés."
Pour surmonter ces handicaps, les pouvoirs publics s'activent. Il est manifestement nécessaire d'aider les entreprises françaises et de mieux les armer. Michel Charasse s'est rendu sur place. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur, voulait le suivre le 9 mars à la tête d'une délégation d'industriels mais Matignon lui a demandé d'attendre que les conditions matérielles sur place soient meilleures. Le CNPF crée un comité ad hoc.
Quelques entreprises françaises ont, certes, déjà eu des contacts avec la cellule américano-koweïtienne, comme Thomson pour des équipements mobiles de radio-télé, Sidem pour le dessalement des eaux de mer, Technip dans le secteur pétrolier, l'EDF. Mais sont intéressés tous les grands exportateurs français de biens d'équipement : les majors du bâtiment et des travaux publics, du secteur électrique, des télécoms, du pétrole et aussi les sociétés spécialisées dans le génie urbain et dans l'expertise.
Les ressources financières du Koweït sont un attrait supplémentaire dans cette course aux contrats : il n'aura aucune difficulté à obtenir l'emprunt qu'il compte lancer pour financer en partie sa reconstruction. Autant dire que sa signature vaut de l'or.

Monique Grima



nos exportations, les entreprises et l'Etat

La Coface, qui garantit les exportations françaises, est sur la sellette. A cause de son déficit qui augmente d'année en année, et de son fonctionnement.

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, la Coface, a été créée par un décret du 1er juin 1946 pour assumer le service public de l'assurance-crédit et garantir le bon déroulement des opérations de commerce extérieur. C'est une société anonyme, dotée d'un statut de société nationale. Véritable fer de lance de la politique d'exportation française, elle emploie environ 1.200 personnes et propose aujourd'hui aux entreprises et à leurs banquiers des garanties très variées. Dans la très grande majorité des cas, la Coface prend seule la décision de couvrir ou de ne pas couvrir tel ou tel contrat, dans le cadre des larges délégations qui lui sont consenties par le ministère de l'Economie et des Finances. Pour les opérations les plus importantes ou les plus risquées, en direction par exemple des pays en voie de développement ou mauvais payeurs, la décision dépend du ministère lui-même, les dettes étant prises en charge par l'Etat et financées par le budget voté par l'Assemblée nationale.
Dans le budget de 1991, le déficit de la Coface couvert par l'Etat oscillera entre 13 et 17 milliards, sur 500 milliards de chiffre d'affaires. La dotation de la Coface devant s'élever à un peu plus de 8 ou 9 milliards cette année, il faudra donc en trouver au minimum 4 supplémentaires et peut-être plus. Même si les chiffres semblent élevés, le ratio du déficit par rapport au chiffre d'affaires est d'environ 1,5% , ce qui est un taux comparable, et même inférieur, à celui des autres pays qui, eux aussi, garantissent leurs exportations.
Participent cette année au déficit garanti par les pouvoirs publics les exportations vers un certain nombre de pays qui ont des difficultés de paiement et honorent peu leurs factures : Brésil, Egypte, Maroc, Nigeria, Jordanie et, bien sûr, Irak.
Depuis mai 1988, la Coface n'accorde plus de garanties nouvelles pour les exportations à destination de l'Irak, mais elle est toujours obligée de refinancer les échéances de contrats conclus antérieurement et que les Irakiens auraient dû payer. Ils devaient ainsi environ 2 milliards avant la guerre : on doit y ajouter 2 à 3 milliards liés notamment au coût de l'arrêt de fabrication de matériels déjà commandés, surtout militaires, et qui n'ont pas été livrés à la suite de l'embargo et de la guerre. Sont dans ce cas les Mirage construits par Dassault à la suite d'un contrat passé lorsqu'Edouard Balladur était rue de Rivoli. Si l'on considère la dette irakienne envers la France, non plus sur telle ou telle année, mais en fonction de son encours total, on trouve 25 milliards : 15 dus à la Coface et 10 autres dus directement à des banques ou à des industriels. Les 15 milliards du sinistre irakien seront couverts par le budget de cette année à hauteur de 4 à 5 milliards et ensuite, vraisemblablement, à raison de 2 milliards par an.

DAVANTAGE DE RISQUES POUR LES ENTREPRISES

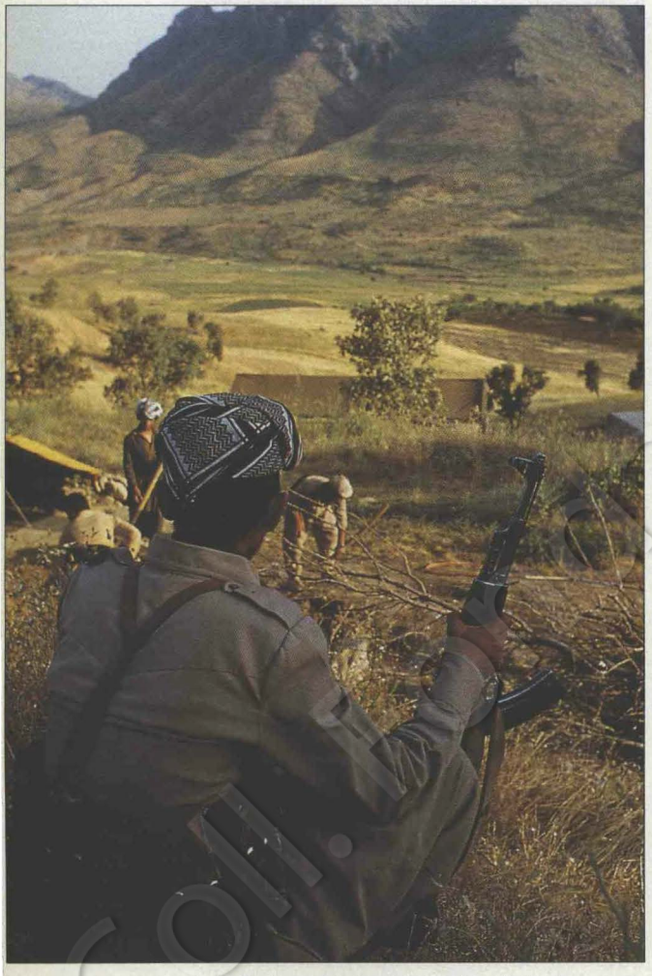
Mais l'Irak n'est pas le seul pays à être sur la sellette. Le Brésil doit 5 milliards d'arriérés et l'Algérie risque fort d'être bientôt elle aussi dans l'incapacité de faire face à ses échéances : on comprend sans mal pourquoi elle a une nouvelle fois voulu limiter la production de pétrole, et donc faire augmenter les prix, lors de la réunion de l'OPEP qui a débuté lundi. En revanche, l'URSS est toujours considérée comme un pays bon payeur, malgré les inquiétudes de plusieurs banques.
La Coface risque donc de n'être pas au bout de ses peines et de voir se creuser encore son déficit. Aussi, certaines voix commencent-elles à s'élever pour demander que les entreprises prennent elles-mêmes plus de risques, et l'Etat un peu moins. Dans les opérations risquées que la Coface garantit au nom de l'Etat, le taux de couverture tourne autour de 80 à 90% et la prime payée par l'entreprise est proportionnellement peu importante. En cas de non-paiement, l'entreprise récupère donc la quasi-totalité de ses frais au détriment de l'Etat. Même si, officiellement, il n'est pas question de changer de système et de demander aux entreprises de payer plus cher la garantie qui leur est donnée, le débat est manifestement ouvert.
Autre débat, la couverture de la Coface dans le cas de vente d'armes. François Mitterrand lui-même a appelé de ses vœux un contrôle des armements dans le Golfe et au Moyen-Orient. Mais ces exportations représentent 35 milliards. A comparer aux 50 de déficit de notre commerce extérieur.

M. G.

pour l'avenir de l'Irak : sortir du totalitarisme

L'ethnologue Robert Jaulin, directeur de recherches au CNRS, mène une analyse du "monothéisme prophétique" et de ses incidences politiques (1). Son point de vue sur la situation au Moyen-Orient.

"Vendredi". L'analyse des totalitarismes vous paraît prioritaire...
Robert Jaulin. La planète Terre est soumise à deux types de gestion. L'une où aucune civilisation ne cherche à détruire sa voisine ni à incarner seule l'univers. L'autre est celle des totalitarismes. Nombreux, les totalitarismes peuvent conclure des alliances tactiques momentanées mais, dans le principe, chacun est exclusif : il se prend pour l'univers de référence.



▲ *On ignore les vingt-cinq millions de Kurdes qui constituent une entité culturelle homogène.*

L'ensemble des totalitarismes est doté d'un sens qui va au-delà de lui : la transcendance de Dieu, la culture internationale du prolétariat, le mythe du paradis futur à venir. Bien sûr, je préfère au discours de la prophétie monothéiste celui de la "révélation laïque", mais il va exclure totalement ce qu'on peut appeler les pensées sauvages ou de la logique au pluriel et s'entrecroiser avec ce discours moyen-oriental auquel l'histoire politique se trouve encore confrontée.

Comment analyser le soutien à Saddam Hussein ?
Saddam Hussein s'inscrit comme un point sur une trajectoire totalitaire. Le point n'a de valeur que par rapport au développement de la trajectoire : l'arabo-islamisme. Il y a encore vingt ans, un Maghrébin ne se présentait ni comme Arabe ni comme musulman, pas plus que nous ne nous présentons comme chrétiens. L'islam populaire, c'était une relation intimiste, initiatique, pas un étendard politique.
Dans les guerres d'indépendance avait été parfois brandi le drapeau du djihad, mais l'islam était une affaire personnelle. Que, soudainement, l'on descende dans la rue en se proclamant arabo-islamique est un phénomène nouveau. C'est bien sûr une façon de s'affirmer contre les pouvoirs locaux. Mais les populations ne s'en trouvent pas moins renforcées dans l'arabo-islamisme. Ce renforcement correspond à une perte d'identité, une déchirure prise en charge par ces populations mais aussi imposée par l'Occident. La défaite de l'Irak sera-t-elle suivie d'une politique internationale qui rendra la trajectoire arabo-islamique plus discrète ?

Des permanences historiques expliquent-elles la situation moyen-orientale ?
L'islam est, au départ, une entreprise judéo-persane. Médine était la grande alliée de la Perse, La Mecque l'alliée de Byzance. Le prophète avait joué le totalitarisme ennemi de Byzance, le totalitarisme perse. Depuis lors, l'opposition entre la Perse et les Arabes a été permanente. De même, à certains égards, Israël demeure l'allié de la Perse, alliance qui date du moment où Cyrus, en 539, délivre Israël de Babylone.
L'islam va vite échapper à la Perse et se transformer en une alliance abstraite de type monothéiste classique. Le pouvoir islamique s'est installé dans le moule de la culture totalitaire qui l'avait précédé. Les Abbassides correspondaient à l'Empire babylonien, les Omeyyades à l'Empire assyrien, les Fatimides à l'Empire égyptien, les royaumes maghrébins nouveaux gardaient une certaine autonomie, les Ottomans étaient les héritiers de l'Empire d'Alexandre, l'Empire byzantin, les chiites correspondant au monde persan.

Le chiisme a-t-il été tout de suite lié à la Perse ?
A certains égards, oui. Au départ, le mot chiisme signifie "groupe des adeptes". Muhammad, en jouant la Perse, cessait d'obéir aux règles traditionnelles liées au monde arabe, où le chef était choisi dans le peuple.
Le monothéisme prophétique a fait que le pouvoir émane d'une révélation, et l'a thésaurisé à l'intérieur d'une famille, celle du prophète. Le chiisme a privilégié la famille du prophète, son gendre Ali et son petit-fils, Hôsein, l'imam martyr. En 1258, au moment où s'effondre l'Empire abbasside, envahi par les Mongols, se constitue une doctrine politique. Les Abbassides étaient opposés aux Omeyyades qui représentaient la tradition assyrienne qui était, à Damas, alliée des Persans.
L'Iran continue à considérer que le sud de l'Irak est une de ses provinces. Ibn Khaldoun raconte comment les Arabes ont détruit la civilisation persane de l'Irak. Naturellement, c'est en essayant de retrouver un territoire impérial étendu, la grande Perse, mais c'est aussi une longue incrustation. Je ne crois pas pourtant que ce soit aujourd'hui source de guerre. Rafsandjani n'a pas repris le flambeau messianique de Khomeyni.

Que dire de la situation des Kurdes ?
On a poussé des cris légitimes parce qu'il y a eu 1.700.000 Koweïtiens intégrés de force à l'Irak. On s'insurge tout aussi légitimement parce que 4 millions de Palestiniens sont privés d'Etat. Mais on ignore les 25 millions de Kurdes qui constituent une entité culturelle homogène. Les Occidentaux sont complices de ce scandale. Il fallait remettre à sa place le totalitarisme de Saddam Hussein, mais de là à faire silence sur l'histoire : non !
Les Kurdes ont été soumis à l'Empire ottoman et ensuite aux empires occidentaux anglo-saxons. Les Anglais ont participé au découpage du peuple kurde et à sa privation de structure nationale et étatique. Jusqu'à présent, les empires occidentaux continuent de faire le jeu de leurs héritiers.

L'avenir de l'Irak ?
Une fédération serait une bonne solution. Le dialogue ne se fait pas quand tout le monde a la même identité tamponnée, étatique ou idéologique, sans racines dans la vie quotidienne.
Si le peuple kurde était en état de voter, il adopterait une fédération. Pour le moment, la révolte chiite est beaucoup plus populaire que totalitaire. Naturellement, on est sur la corde raide.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

(1) "Géomancie et islam", éditions Christian Bourgois. "L'inversion prophétique", à paraître.

INTERNATIONAL suite page 15...

DOSSIER

LES SOCIALISTES ET LES GUERRES

1914

"L'union sacrée" de courte durée

Depuis un siècle, les socialistes sont obsédés par deux questions : le pouvoir, la guerre et la paix. Que ce soit en 1914, en 1939, en 1956-58 (lors de l'affaire algérienne) ou, en 1991 (le conflit du Golfe), ils ont toujours été divisés par les guerres. Mais les divergences actuelles s'avèrent moins profondes que par le passé.

Le 31 juillet 1914, la guerre n'a pas encore commencé. Pourtant, elle fait un mort, Jean Jaurès, assassiné par Raoul Villain, jeune excité dont le bras a été armé par la presse nationaliste qui s'acharnait à faire passer le tribun socialiste pour un traître à sa patrie. Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie ; le gouvernement français décrète la mobilisation générale. Que vont faire les socialistes ? A la base, l'antimilitarisme demeure très vivace. L'armée n'est-elle pas la briseuse des grèves ? Au cours du congrès extraordinaire de la SFIO qui s'était tenu à Paris, deux semaines plus tôt, du 14 au 16 juillet, Jaurès était parvenu à faire adopter une motion prônant la "grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée (...) pour prévenir et empêcher la guerre, et imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage." Ensuite, de ministères en chancelleries, de meetings en articles de journaux, il n'avait pas ménagé ses efforts pour enrayer les mécanismes de la guerre qui, pourtant, semblaient s'enclencher inéluctablement. Bref, en France, le gouvernement redoute que syndicalistes et socialistes ne sabotent la mobilisation générale.

Immédiatement, il est rassuré. Dès le 2 août, salle Wagram, les principaux dirigeants du parti se prononcent pour la guerre et la participation des socialistes à la défense nationale. Selon Jean Longuet, gendre de Marx, Edouard Vaillant, Marcel Cachin, la guerre est légitime dès lors que le pays est agressé, qu'il conserve le bon droit en renonçant à tout expansionnisme. Le 4 août, le groupe parlementaire de la SFIO vote les crédits militaires et accorde des pouvoirs exceptionnels au gouvernement. Le 26, les socialistes, poussant jusqu'au bout leur engagement dans "l'union sacrée", entrent au gouvernement, décision inimaginable quelques semaines auparavant. Marcel Sembat est nommé au ministère des Travaux publics, et Jules Guesde, l'antiréformiste, l'orthodoxe, l'intraitable pourfendeur de toute collusion avec la bourgeoisie, devient ministre sans portefeuille. Plus tard, il expliquera : "...Autant, en temps de paix, en matière sociale, la collaboration politique et gouvernementale des classes est la pire des duperies parce que conservatrice de la société capitaliste dont la destruction s'impose à l'affranchissement du travail et de l'humanité. Autant, en cas d'agression, en matière de défense nationale, elle devient un devoir socialiste, parce que conservatrice de la nation qui est à la fois le cadre indispensable à l'action ouvrière d'aujourd'hui et la condition de l'internationalisme de demain."

Comment la volte-face apparente des socialistes s'explique-t-elle ? Un vieux fonds de patriotisme jacobin, la volonté de maintenir la France dans le concert des nations, le sentiment de se trouver en



Dossier préparé par Jean-Pierre Bédeï

en situation de légitime défense et de livrer une sorte de "guerre du droit" supplantent l'antimilitarisme et l'internationalisme pacifiste.
Mais cette unanimité est de courte durée. Dès l'automne 1914, le prolongement de la guerre, la hausse des prix, l'apparition de pénuries, les pressions du patronat sur les salariés provoquent un mouvement de résistance à la guerre qui va progressivement gagner les milieux syndicaux et les socialistes, notamment la fédération de la Haute-Vienne.


La Guerre Sociale

PARAISSANT LE MERCREDI

GUSTAVE HERVÉ

Ni Insurrection ! Ni Grève Générale !
A BAS LA GUERRE !

Montrez le Traité d'alliance !

Ni Grève générale, ni Insurrection !

Socialistes Parisiens dormez-vous ?

En septembre 1915, se tient à Zimmerwald, en Suisse, une conférence visant à développer et coordonner l'action internationale contre la guerre, à laquelle participent deux minoritaires de la CGT. Au sein de la SFIO, trois tendances se dessinent. Les majoritaires soutiennent "l'union sacrée". Les minoritaires, rassemblés derrière Jean Longuet, s'opposent sur plusieurs points : la responsabilité de la guerre ne revient pas uniquement aux empires centraux, les socialistes doivent régénérer l'Internationale ; enfin, il convient d'exploiter toutes les possibilités de paix. Toutefois, les longuettistes, voulant préserver l'unité du parti, continuent à voter les crédits militaires. Ils recrutent leurs partisans dans quatre importantes fédérations : la Haute-Vienne, l'Isère, le Rhône et la Seine. Enfin, une frange de la SFIO est gagnée par les idées de Zimmerwald. Trois députés, Blanc, Brizon et Raffin-Dugens, assistent à la deuxième conférence zimmerwaldienne, à Kienthal (avril 1916). Ils votent ensuite contre les crédits militaires. Ils condamnent la "guerre impérialiste" et la "collaboration de classe" de l'union sacrée.
La guerre divise donc les socialistes français. Elle redistribue les cartes au sein de la SFIO puisque les nouveaux clivages ne correspondent plus aux anciens. Les dégâts sont sensibles, y compris au sein du courant le plus homogène : le guesdisme. La majorité de cette tendance accompagne son chef de file dans "l'union sacrée", mais les fédérations de la Haute-Vienne et de l'Isère se rangent sous la bannière des longuettistes. La Révolution d'octobre prolongera le remodelage de la SFIO qui débouchera sur la scission du congrès de Tours en 1920. Mais les premiers jalons de cette fracture auront été posés par la question de la guerre.

1939

"Bellicistes" et "pacifistes"

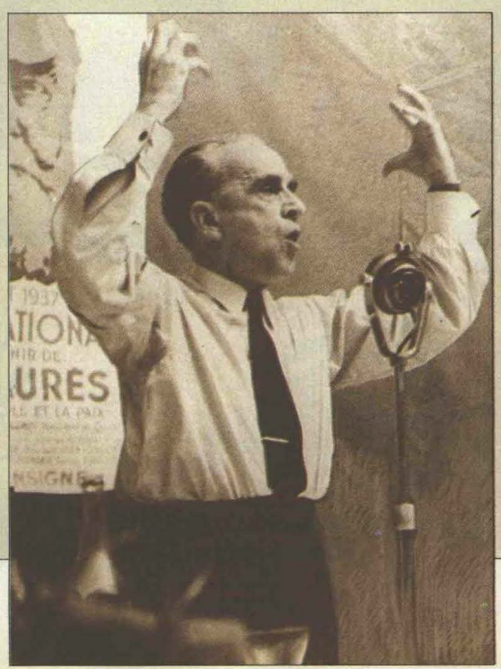
De 1920 à 1933, les questions de politique intérieure reprennent leurs droits. La SFIO est confrontée à l'autre grande problématique : celle du pouvoir. Mais l'avènement de Hitler fait planer des menaces sur la sécurité en Europe. Quelle riposte opposer au nazisme ? Derrière cette interrogation, c'est à nouveau la question de la paix et de la guerre qui est posée aux socialistes. Le carnage de 1914-18 hante toutes les mémoires. "Plus jamais ça !", pense, unanime, la SFIO. Certes, mais comment préserver au mieux la paix ? Par la guerre ou par la... paix ? La droite du parti est favorable au vote des crédits militaires et à la défense nationale. La frange de gauche est très imprégnée par le pacifisme de Marceau Pivert qui refuse toute guerre, y compris contre le nazisme, et brandit le spectre de la grève révolutionnaire pour l'empêcher. Ce jusqu'au-boutisme entraînera une scission au sein de cette tendance et Pivert continuera à développer ses thèses pacifistes dans le courant dont il prend le contrôle, la "gauche révolutionnaire", avant d'être exclu de la SFIO en 1938. Les accords de Munich (septembre 1938), qui consacrent la capitulation des démocraties face à Hitler, canalisent les positions dans deux grandes sensibilités : celle de Paul Faure, secrétaire général de la SFIO, et celle de Léon Blum, directeur du "Populaire" et figure emblématique du parti. La première prêche la conciliation avec les pays fascistes, espérant qu'une révision du traité de Versailles suffise à calmer leur volonté de puissance. Pour Paul Faure, "éviter la guerre est évidemment ce qu'il y a de plus urgent. C'est le devoir humain, la tâche sacrée." La tendance de Léon Blum incarne la fermeté envers l'Italie et l'Allemagne. Pour elle, Hitler a déterminé deux camps : celui du fascisme d'un côté, celui du socialisme et de la démocratie de l'autre. Il n'y a plus à tergiverser. "La paix ne sera rompue, l'Europe et le monde ne seront livrés au fléau que si le chancelier Hitler l'a délibérément résolu. Il sait quelle décision sera inéluctablement imposée par la sienne à la France, à l'Angleterre, à la Russie soviétique", écrit Léon Blum, dans "Le Populaire", le 2 septembre 1938. Pourtant, au lendemain des accords de Munich, il concède : "La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne. La vie est redevenue naturelle. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil, on peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne." Mais, au congrès de Montrouge (décembre 1938), il défend une ligne de fermeté à l'égard des nations fascistes. L'antagonisme entre blumistes et paul-fauristes est total. La SFIO vit dans une ambiance détestable (voir le témoignage de Robert Verdier). On se traite de "bellicistes" et de "pacifistes", ou de "crypto-fascistes" et de "bolchevistes". Au congrès de Nantes, en 1939, Augustin Laurent s'exclame : "Nous sommes arrivés au point où nous ne savons plus si nous devons tendre la main à un camarade !"
Triomphante trois ans auparavant, lors de l'accession au pouvoir du Front populaire, la SFIO implose. Elle ne pèse en rien dans la première année de la guerre. Elle vit la période la plus sombre de son histoire. En juin 1940, Léon Blum appelle à la continuation de la lutte contre l'envahisseur, mais il est bien isolé. Le 10 juillet 1940, seuls trente-cinq parlementaires socialistes sur cent soixante-quinze refusent de voter les pleins pouvoirs à Pétain. La guerre a fait voler en éclats la SFIO et, historiquement, l'a couverte de honte.

1956

Suez et l'Algérie

Le 26 juillet 1956, Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez. La France et la Grande-Bretagne sont les deux pays les plus touchés économiquement par cette mesure. En octobre, ils décident d'intervenir militairement en Egypte. Mais, quelques jours plus tard, sous la pression américaine et soviétique, ils cessent leurs opérations. Piètre résultat pour le gouvernement Mollet qui, à travers Nasser, espérait réduire le nationalisme algérien. Un calcul auquel s'oppose une minorité de la SFIO autour d'André Philip et Robert Verdier. Cette opposition "de gauche" grossit avec la question algérienne. Elle conteste la politique de "pacification" mise en place par le tandem Mollet-Lacoste. L'arraisonnement par l'armée française de l'avion transpor-

▼ *(De gauche à droite) Paul Faure et Léon Blum ont incarné les deux grands courants qui se sont opposés au sein de la SFIO à la veille de la Seconde Guerre mondiale.*





tant cinq leaders du FLN, amène A. Savary à démissionner de son poste de ministre. Le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement ouvre la voie à une violente répression et à l'usage de la torture en Algérie. Enfin, le contingent est appelé. Cette politique n'a que peu de repères socialistes. La minorité le dit et envisage à terme l'indépendance. Happé par l'engrenage algérien, Mollet persiste et signe : "En Algérie, nous nous refusons à l'intégration, mais aussi à l'abandon." L'affrontement entre majoritaires et minoritaires culmine au congrès de Toulouse (1957) où sont présentées trois motions : celle de la direction de la SFIO, celle des Bouches-du-Rhône réclamant, avec Defferre, "l'autonomie interne", et celle des minoritaires (Savary, Mayer, Verdier, Depreux) traçant des perspectives d'indépendance. Après ce congrès, la plupart des minoritaires sont écartés du comité directeur. Des sanctions frappent les parlementaires qui ont voté contre les "pleins pouvoirs" au gouvernement. La fracture est irréductible. En mai 1958, l'arrivée de De Gaulle au pouvoir ne fait que l'accentuer. La majorité de la SFIO accepte ce "coup de force", les minoritaires le refusent. Le 14 septembre 1958, après le congrès de la SFIO d'Issy-les-Moulineaux, ils créent le PSA (Parti socialiste autonome) qui deviendra ensuite le PSU. Il y a donc deux partis socialistes. Certes, c'est l'accession au pouvoir de De Gaulle qui a provoqué cette scission, mais le terrain avait été préparé par les divisions nées de Suez, avivées par la guerre d'Algérie, tout comme en 1920 la cassure de Tours, accélérée par la révolution russe, avait eu comme terreau les divergences issues du conflit mondial de 1914...

■ 1991 ■

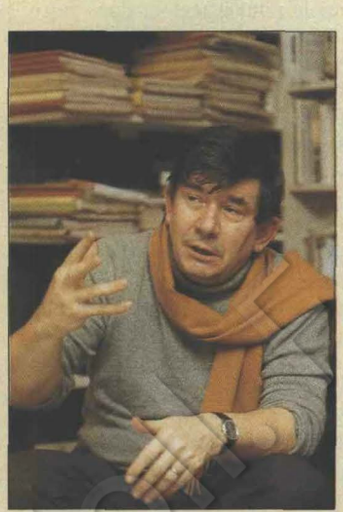
Le Golfe et l'unité du PS

En 1990-91, le conflit du Golfe provoque de la gêne dans toutes les sensibilités du PS qui arrivent à surmonter cette épreuve avec plus ou moins de bonheur. Les divisions apparaissent plus nettement dans les "petits courants", mais le débat garde de la dignité. On est loin des anathèmes que se jetaient à la figure les socialistes dans les années 30. Si le PS soutient dans sa majorité la politique de fermeté de François Mitterrand à l'égard de l'Irak, un front anti-guerre a vu le jour au sein du parti. Certains amis de Jean-Pierre Chevènement, des populistes et la Nouvelle Ecole socialiste le composent. Si une scission ne semble pas à l'ordre du jour, une recomposition du PS n'est pas à exclure. Une fois de plus, la guerre aura travaillé le Parti socialiste dans son tréfonds... ■



▲ *Déminage des plages du Koweït, assuré par l'armée française.*

JEAN-PIERRE AZEMA : "LES SOCIALISTES ENTRE L'ETHIQUE DE CONVICTION ET L'ETHIQUE DE RESPONSABILITE"



▲ *Jean-Pierre Azéma*

Historien de la fin de la IIIe République, Jean-Pierre Azéma analyse le comportement des socialistes face à la guerre depuis le début du siècle et principalement dans les années 30.

"Vendredi". On a l'impression que les guerres ont plus divisé le Parti socialiste que les autres formations politiques. Est-ce exact ?

J.-P Azéma. Depuis la fondation de la SFIO en 1905, la vie du Parti socialiste a été marquée par deux grandes questions : celle du pouvoir et celle de la paix et de la guerre. La seconde a déchiré les différentes moutures du courant socialiste et a pris toute son acuité dans les années 30. Mais il ne faut pas oublier que les radicaux ont été très perplexes face à la guerre et que la droite a été également très divisée à certains moments de son histoire, notamment lors de Munich. Toutefois, il est vrai que les socialistes ont été secoués de manière notoire par cette question.

Pourquoi ? Ont-ils des raisons spécifiques dues à leur culture ?

Face au déclenchement de toute guerre, comme l'ensemble de l'opinion publique, les socialistes ont été résignés et résolus. Plus que d'autres catégories de Français, ils ont été particulièrement résignés parce qu'ils avaient des raisons spécifiques tenant à leurs traditions marxiste, jaurésienne et sociale-démocrate. L'influence marxiste posait la question de l'explication du déclenchement des guerres et de ses enjeux économiques et sociaux. Jaurès, pour qui la paix était plus importante que la révolution, pensait que la guerre pouvait déclencher des catastrophes épouvantables pour la classe ouvrière. Cependant, il n'était pas un pacifiste bêlant. Il n'était pas partisan de n'importe quelle paix et était prêt à la guerre si un agresseur était reconnu et si intervenait un arbitrage international. Ensuite, s'est ajoutée une tradition sociale-démocrate développée par la SFIO entre les deux guerres, qui militait contre une société militarisée, contre un nationalisme agressif et expansionniste, pour une paix assurée par le droit international (la SDN puis l'ONU). Ces trois traditions font que les socialistes se sentent plus concernés et résignés que d'autres lorsque la France doit entrer en guerre.

En fait c'est la Seconde Guerre mondiale qui a déchiré le plus la SFIO...

A la fin des années 30, la grande majorité des militants socialistes étaient en faveur de la paix, car ils avaient encore présente à l'esprit la tuerie de 1914-18. A l'image de l'ensemble des Français, ils faisaient preuve d'un pacifisme viscéral. En outre, ils avaient des raisons doctrinales supplémentaires. Mais se posait alors la question : quel est le meilleur moyen de défendre la paix ? Blum a eu des positions très ambivalentes dans un premier temps ; il considérait qu'il fallait défendre la paix, mais qu'il fallait aussi arrêter Hitler. Ce fut un munichois d'un jour qui, finalement, concluera, après des hésitations, qu'il fallait savoir risquer la guerre pour assurer la paix. Les blumistes étaient soutenus par ceux qui préconisaient, derrière Zyromski, un rapprochement avec les communistes. En face, se trouvait Paul Faure, secrétaire général de la SFIO qui, dès 1917, s'était opposé à la guerre et, sans être défaitiste révolution-

naire, avait demandé que les socialistes rompent l'union sacrée. Ensuite, il ne devait jamais modifier ses positions pour faire partie des pacifistes de conviction. Selon lui, l'avènement de Hitler ne devait pas modifier l'approche socialiste de la question de la paix et de la guerre. Il pensait même que la paix permettrait aux opposants à Hitler de renverser celui-ci et qu'un conflit ne ferait que le renforcer en le surmilitarisant. Il manifestait une "éthique de conviction" alors que Blum exprimait une "éthique de responsabilité" en tenant compte de la conjoncture. Chacun de ces deux grands courants représentait environ la moitié de la SFIO.



▲ *Jaguar au Koweït. L'aviation française a joué un rôle remarqué.*

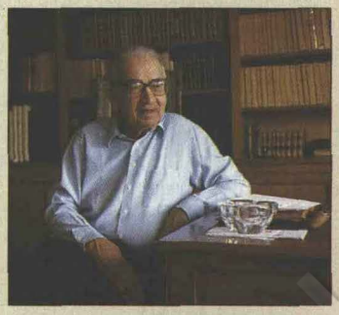
Ces clivages existaient-ils déjà ou ont-ils été créés par la guerre ?
Jusqu'à la fin des années 30, la SFIO avait fonctionné avec l'attelage très solide Blum-Faure. Grâce à ce tandem qui se complétait bien, la SFIO s'était remise du congrès de Tours et s'était renforcée. Mais, à partir de 1937-38, Blum et Faure, les deux piliers du parti, s'écartent l'un de l'autre au sujet de la paix et de la guerre. C'est donc bien cette question qui a redistribué la donne au sein de la SFIO et qui en a fait une organisation politique déchirée au début de la guerre.

Les divisions du PS à propos de la guerre du Golfe s'inscrivent donc dans la tradition des socialistes ?
Absolument. En outre, lorsqu'on est socialiste, on est obligé d'apporter un certain nombre de réponses sur la question de la paix et de la guerre, même si elles sont ambivalentes. C'est pourquoi il est normal que les socialistes ne partagent pas tous les mêmes positions. Mais je me félicite qu'il y ait un débat au sein du PS sur une question aussi fondamentale. S'il n'y en avait pas sur un tel sujet, cela serait attristant et grave.

LA SFIO ET MUNICH

ROBERT VERDIER : "ETIONS-NOUS DANS LE MEME PARTI ?"

Robert Verdier adhère à la SFIO en 1934. Député de la Seine et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (1956-1957), il fonde, en 1958, le PSA, ancêtre du PSU. Réintégrant le PS en 1969, il siège au comité directeur et au bureau exécutif. Il témoigne de l'ambiance qui régnait à la SFIO lors des accords de Munich et au moment de la guerre d'Algérie.



▲ *Robert Verdier, un des minoritaires de la SFIO lors de la guerre d'Algérie.*

"Vendredi". Comment avez-vous vécu les accords de Munich ?
Robert Verdier. L'atmosphère était très mauvaise à la SFIO. Des divisions avaient surgi à l'occasion de la guerre d'Espagne, mais les discussions au sein du parti étaient encore courtoises et relevaient de la camaraderie. Avec les accords de Munich, la situation s'est gâtée. Par curiosité, j'étais allé assister à une réunion de la fraction de Marceau Pivert, à la Mutualité ; j'avais été effrayé par le langage sur le fond et par la violence des critiques à l'égard de la direction du parti. Jeune militant provincial, j'arrivais à Paris et je me demandais si nous faisions partie de la même organisation politique. C'était l'époque où Léon Blum était accusé de "bellicisme" et où ses adversaires passaient pour des gens prêts à se rallier au fascisme.

L'expédition de Suez et la guerre d'Algérie ont-elles accentué les clivages de la SFIO ou bien en ont-elles créé ?
Suez et l'Algérie ont fait naître une brusque fracture. Dans la législature de 1951 à 1955, il n'y avait pas eu de divisions au sein du groupe parlementaire à propos des questions de décolonisation, et notamment du Maghreb, pour une raison simple : la SFIO était dans une situation commode, elle se situait dans l'opposition. La difficulté est apparue lorsque Guy Mollet est arrivé au pouvoir. Au lendemain de son voyage dramatique à Alger, c'était la stupeur au groupe parlementaire. Nous avons perçu la gravité de l'événement et nous avons manifesté une réaction normale de solidarité envers un de nos camarades qui s'était trouvé en première ligne dans un contexte difficile. Nous n'avons pas exprimé de condamnation en attendant le retour de Guy Mollet. Mais, ensuite, une divergence s'est accentuée pour s'exprimer nettement au congrès de Lille, en juin 1956. André Philip, Daniel Mayer et moi-même étions les porte-parole de la minorité. A l'issue de mon intervention, alors que je descendais de la tribune, un des congressistes m'a dit : "Vous avez raison, mais vous avez raison trop tôt." Cela m'avait frappé. A Lille, le divorce n'était pas encore accompli : nous restions une faible minorité. Au fur et à mesure que la guerre s'est poursuivie, notre courant a grossi. La situation a été sur le point de basculer à l'occasion d'un conseil national, en mai 1958, avant l'arrivée de De Gaulle sur la scène.
La veille, nous avions tenu une réunion informelle, au cours de laquelle nous avons déballé tout ce que nous avions sur le cœur, et qui a montré qu'existait un malaise profond. La majorité des militants déplorait que la SFIO se trouvât dans l'impasse, aux prises avec une guerre dont on ne voyait pas la fin. Quant à l'affaire de Suez, à l'inverse de ce que croyait le gouvernement, nous pensions que l'intervention militaire contre Nasser n'annihilerait pas le nationalisme algérien.

Ces divisions se sont-elles manifestées avec la même violence que lors des accords de Munich ?
Non. La SFIO était en proie à une grande tension, mais une amitié subsistait tout de même. La nuit de l'intervention de Suez, j'ai été touché par la réaction des majoritaires du parti. Au sein du groupe socialiste, s'est engagé un débat. En tant que président, j'ai déclaré que je ne me sentais pas en état de défendre la position du groupe pour approuver le gouvernement dans cette affaire.
Au sortir de cette réunion, avant d'entrer en séance, Eugène Thomas, député du Nord, ancien déporté, résistant, qui soutenait Mollet, est venu me confier son trouble et son incompréhension à l'égard de ma position, mais sa démarche était pleine d'affection. Au congrès de Toulouse, en 1957, lors de mon intervention en tant que rapporteur de la minorité, des réactions sont montées de la salle ; Mollet est intervenu pour que je poursuive mon discours. Il y avait du respect entre nous.

Jaurès : guerre et paix

En août 1914, Jean Jaurès se serait-il fondu dans "l'union sacrée" ou aurait-il tenté de développer un courant pacifiste ? Certains, faisant de Jaurès un pacifiste intégral, soulignent, à juste titre, l'intense activité qu'il a déployée dans les derniers jours de juillet 1914 pour empêcher la guerre, et la tonalité de son grand discours à Vaise, près de Lyon, dans lequel il suppliait le prolétariat de "peser sur les dirigeants" afin d'éviter la catastrophe. D'autres, constatent, avec pertinence également, que Jaurès n'était pas un partisan de la paix à tout prix. Le tribun socialiste a exprimé ses positions en matière de défense nationale dans un livre publié en 1911, "L'Armée nouvelle". Il développait notamment l'idée de la nécessité, pour le prolétariat, de participer à la défense de la patrie. Dans un article du "Monde" (10-11 mars) Jean-Noël Jeanneney cite l'extrait d'un texte écrit par Léon Blum en 1936. Le leader du Front populaire rappelait alors ses conversations avec Jaurès et, exprimant la pensée de ce dernier, affirmait : "Guerre jamais, sauf quand la guerre est imposée. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre le territoire national. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre ce qui équivaut au territoire national, c'est-à-dire l'existence et l'intégrité d'autres sols..." En se prévalant de Jaurès, les pacifistes de la guerre du Golfe ont sans doute perdu une occasion de se taire. Ignorance ou malhonnêteté intellectuelle ?

les Etats baltes et l'intégrité de l'URSS

Une délégation de l'Internationale socialiste s'est rendue dans les pays baltes. Elle a constaté la détermination indépendantiste des trois républiques et le durcissement du pouvoir central.

Pour les nouvelles autorités des républiques baltes issues d'élections libres, l'affirmation de l'indépendance s'inscrit dans la volonté de restaurer une souveraineté acquise entre les deux guerres et confisquée par Staline en 1940. Gorbatchev veut relever le défi en promettant une réforme de l'Union sur la base du référendum qu'il propose dimanche prochain. Cependant, la crise nationale de l'Union Soviétique a évolué vers une crise généralisée du régime. La question nationale est largement associée à une mise en cause du système.

Indépendantistes baltes et démocrates russes groupés autour d'Eltsine s'opposent désormais à l'appareil conservateur qui s'est rallié à Gorbatchev. Les interventions sanglantes de l'armée et des forces de sécurité à Vilnius et à Riga ont traduit l'incapacité du centre à trouver des réponses politiques aux difficultés d'aujourd'hui. La détermination des pays baltes à affirmer leur souveraineté pourrait même être précipitée par la volonté de rompre au plus vite avec une Union Soviétique menacée par le chaos.

A la fin des années 80, les pays baltes ont proclamé tour à tour leur souveraineté et la prééminence de leur constitution sur celle de l'Union. La mise en place, au printemps 1989, d'une commission parlementaire à Moscou, concernant le pacte Molovov-Ribbentrop, les propos très conciliants des réformistes entourant alors Gorbatchev laissaient espérer pour ces peuples une réelle indépendance par la négociation. L'abandon rapide de la domination soviétique en Europe centrale permettait de croire également à une possible renonciation du contrôle soviétique sur les pays baltes.

Cette démission du pouvoir central nourrissait l'illusion d'une acceptation volontaire par le Kremlin des aspirations baltes. En fait, elle traduisait un affaiblissement des moyens politiques du centre pour imposer son autorité et sa propre conception des évolutions nécessaires. Gorbatchev qui a, certes, souhaité faire des pays baltes une "vitrine de la perestroïka" n'était déjà plus en mesure de canaliser les risques de contagion sécessionnistes. Dès l'été 1989, les autorités soviétiques mettaient en garde contre la dérive "hypernationaliste" de l'opinion publique lituanienne menée par Sajudis, le mouvement nationaliste, et son président Vitautas Landbergis. Gorbatchev refusait d'entendre parler d'indépendance. De même qu'en Russie, le rapprochement de Gorbatchev avec les conservateurs a permis à l'opposition d'affirmer son identité face à l'appareil militaro-industriel, les mesures d'intimidation du centre à l'adresse des pays baltes ont largement renforcé les indépendantistes.

GORBATCHEV POURRA-T-IL PRESERVER LE FEDERALISME ?

Après les proclamations d'indépendance des trois pays baltes au printemps 1990, le Kremlin cherche à briser la volonté lituanienne par l'embargo sur l'énergie. Les pays baltes répondent alors par une étroite coopération entre eux et décident de créer, le 13 mai 1990, un Conseil baltique qui permet la définition de positions communes face à Moscou. Les tentatives de coup de force de cet hiver les conduisent à organiser des sondages pour confirmer la détermination des populations à l'indépendance. Les minorités russes, très fortes en Lettonie et en Estonie (entre 30 et 40%) s'associent à cette aspiration : le pouvoir soviétique, qui tente d'apparaître comme le protecteur des intérêts nationaux russes, ne réussit pas à faire oublier qu'il est surtout le représentant d'un système en déroute économique et politique.



AFP *infographie - francis Nallier*

Aujourd'hui, chacun des trois pays baltes est prêt à reprendre la négociation avec Moscou, mais sur la base d'une reconnaissance explicite de leur indépendance étatique. Prêts à accepter le maintien de bases militaires soviétiques voire, pour la Lituanie, d'un couloir qui permettrait aux Soviétiques d'accéder à l'ancienne Kœnigsberg, c'est-à-dire Kaliningrad, les dirigeants baltes affirment à qui veut les entendre que l'URSS n'a d'autre avenir qu'une union volontairement consentie. Le maintien dans l'Union par la force serait une source de tension permanente, tandis qu'un ensemble balte s'inspirant du modèle finlandais serait un extraordinaire pont entre l'Est et l'Ouest. Mais Gorbatchev n'a pas encore abandonné sa volonté de préserver l'intégrité de l'Etat soviétique en restaurant le fédéralisme. En dehors de l'idéologie léniniste imposée par la force, sur quoi pourrait reposer aujourd'hui la validité d'un traité d'union rénovée associant les républiques baltes à celles d'Asie centrale ?

Luc Lévy

Réunion des leaders de l'Internationale socialiste à Sydney

A l'occasion du centième anniversaire de la fondation du Parti travailliste australien, les leaders des partis de l'Internationale socialiste se sont réunis le week-end dernier à Sydney.

Comme on pouvait s'y attendre, cette réunion a rassemblé de nombreux partis de l'océan Indien, d'Asie et du Pacifique qui ne fréquentent pas, d'ordinaire, les assemblées tenues en dehors de leur zone géographique. C'est ainsi qu'étaient représentés les partis de Malaisie, du Pakistan, et même, pour la première fois, le Parti social-démocrate mongol. A l'unanimité (et donc aussi bien par les représentants israéliens que par ceux des partis arabes) un texte a été voté qui souligne l'espoir des socialistes de voir l'ONU jouer un rôle accru dans la défense de la paix et le maintien de la sécurité internationale, insiste sur la nécessité de régler d'urgence la question palestinienne, et fait confiance pour cela à des négociations sous l'égide de l'ONU, à l'initiative des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, avec la participation de toutes les parties concernées.

Un débat a permis ensuite à de nombreux délégués d'exprimer leurs inquiétudes sur l'évolution récente de l'Union Soviétique. Plusieurs délégations, y compris la délégation française, ont souligné que, s'il convenait de mettre en garde les autorités soviétiques contre les risques de dérive autoritaire, il n'en fallait pas moins être attentif aux conséquences que pourrait avoir au plan intérieur et extérieur des comportements irresponsables.

Un vif débat s'est alors engagé à l'initiative du Parti travailliste néo-zélandais sur la présence française dans le Pacifique, et plus précisément sur la question des essais nucléaires. L'attitude de la délégation néo-zélandaise à nécessité une ferme mise au point de la part du PS français. Dans la forme, il était inacceptable que, dans une organisation régie par la règle du consensus, on veuille absolument obtenir un vote qui, dans ces conditions, n'avait aucune signification. Sur le fond, depuis le congrès de Stockholm, la position de l'Internationale est claire : nous souhaitons un traité international qui interdise de façon simultanée et contrôlée tous les essais nucléaires quelles que soient les puissances en cause. Plusieurs délégations (Belgique, Espagne, Tunisie, Egypte, etc.) ont manifesté, en votant contre ou en s'abstenant, leur désaccord avec les positions excessives des Néo-Zélandais. Le texte adopté, en ce qui concerne les tensions de l'Asie et du Pacifique, contient néanmoins des prises de position utiles et positives, notamment en ce qui concerne le règlement du conflit cambodgien. Le Parti socialiste était représenté à cette réunion par Pierre Guidoni et Michel Thauvin

Philippe Lamour, encore un message

Philippe Lamour est né avec le siècle. Précurseur, penseur et bâtisseur. Infatigable et libre, il continue à dire et à faire, à contre-courant.

Réflexion et action, toujours liées, c'est la vie de Philippe Lamour. Cet homme-là a puisé ses convictions au plus près de la terre et des hommes, pour les aller marteler, en jouant des coudes, auprès des décideurs. Jeune avocat, il fonde, au début des années 30, avec Fernand Léger, Le Corbusier, Jean Giono... la revue "Plan", dont l'ambition, "peut-être un peu naïve et chimérique" est de tracer les perspectives d'une société nouvelle. Il prend des positions fortes, inattendues aussi bien sur la guerre d'Espagne que sur les accords de Munich. Installé avec sa famille dans le Gard, où il vit aujourd'hui, il se consacre, après la guerre, à l'agriculture et à l'aménagement du territoire. Il fonde, en 1955, la Compagnie d'aménagement de la région du Bas-Rhône-Languedoc pour amener l'eau dans une région assoiffée, transformant du même coup le paysage agricole et touristique. Sollicité un peu partout pour appliquer ses méthodes, il prend en main le devenir du Queyras, "voué à l'abandon et à la ruine" en devenant maire de Ceillac et en fondant un syndicat intercommunal. Dans l'un de ces villages des Alpes, depuis l'an passé, une seule rue porte un nom, elle s'appelle Philippe-Lamour.

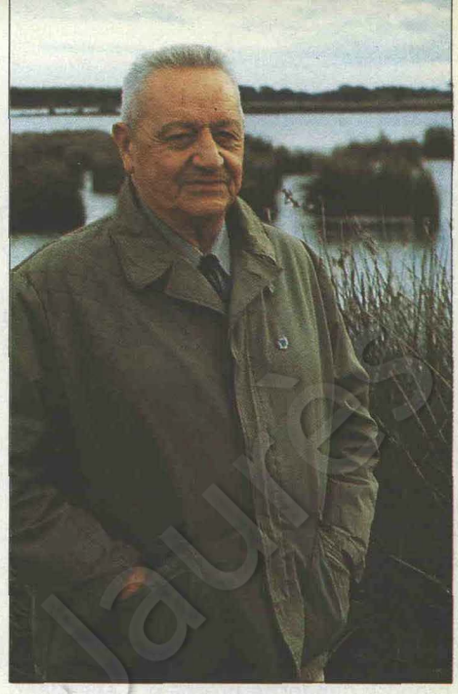
LA SAUVEGARDE DU MILIEU EST ESSENTIELLE

Long et difficile parcours, contre les habitudes. Philippe Lamour a été un empêcheur de "routiner en rond". Une obligation, la persévérance : "Rencontrant des obstacles, j'ai fait mienne la pensée d'Alain : tu n'as pas voulu cela assez fortement ni assez longtemps, tu vas aller harceler le monde jusqu'à ce que tu l'obtiennes... C'est une erreur de croire que l'efficacité est d'écraser les autres. L'efficacité c'est de les magnifier, de leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes." Philippe Lamour s'est aussi forgé une conduite au contact des grands, tel Jean Monnet. "Il disait, se souvient-il, qu'il y a deux sortes de collaborateurs, ceux qui donnent des résultats et ceux qui donnent des explications."
Les paupières désormais souvent closes, Philippe Lamour raconte le monde d'avant, mais surtout, encore, celui de demain. Un petit rire, clair, émaille la conversation de ce jeune homme de 88 ans. Aménagement rural, décentralisation, écologie... tout le concerne : "La sauvegarde du milieu est essentielle, à condition de ne pas l'opposer au développement économique. Protéger la nature au risque de faire crever les hommes ? Il faut en finir avec cette fausse conception de l'environnement."

LES HOMMES POLITIQUES NE PENSENT QU'AUX CANTONALES

Philippe Lamour, regarde vers l'universel et bien au-delà de ce siècle. L'Europe, bien sûr. Le sourire a disparu, gravité dans la voix. "La construction européenne est un peu malade. Si on l'abandonne, que reste-t-il ? que devient-on ?" Absurde de prôner le libéralisme, en circuit fermé, à l'intérieur des Douze et le protectionnisme à l'égard des autres. "On ne va pas réinventer le rideau de fer ou contrer l'immigration en disposant des gardes mobiles se tenant par le coude le long des frontières. Les trois quarts de l'humanité ne verront pas s'accroître leur indigence sans réagir, devant une minorité démographique n'ayant pour se défendre qu'une supériorité technique contrôlée par les Orientaux." Voilà que se dessine la grande bataille géopolitique de Philippe Lamour, qu'il défend, chaque fois qu'on a l'imprudence de lui tendre un micro : "Pour que l'Europe soit consistante, il faut qu'elle ait une œuvre importante à accomplir... Elle doit participer à une sorte de plan Marshall pour secourir le tiers monde." Se sent-il un peu seul devant cette œuvre titanesque ? "Vous parlez long terme aux politiques, ils sont gentils, polis mais, dans leur têtes, ils pensent aux cantonales. Et alors, en 2015, c'est le trou ? Si on laisse les autres à la porte, on perdra le bénéfice d'une civilisation qui, après tout, est une réussite." Que d'autres le disent, encore plus fort.

Maryline Trassard



▲ *Philippe Lamour : "En finir avec une fausse conception de l'environnement."*

BREF... EN BREF... EN

■ **Le Conseil d'urbanisme et de l'environnement de la Savoie a inventé un jeu pédagogique sur le thème de l'arbre. Objectif : sensibiliser les enfants à l'importance de l'arbre en milieu habité.**

■ Quelles missions pour la Poste, dans les campagnes, afin de lutter contre la désertification ? Des propositions pourraient être faites dès le mois d'avril : par exemple la vente des cartes de transport scolaire. Après le rapport Delfau, sept départements : Aisne, Allier, Aude, Creuse, Haute-Loire, Hérault, Tarn ont déja signé une convention pilote pour favoriser la polyvalence des bureaux de poste.

■ **Période riche et importante pour le droit des collectivités territoriales. Après le statut de la Corse, la réforme de la DGF au bénéfice des communes défavorisées et le projet sur l'aministration territoriale de la République, discutés lors de la session extraordinaire du Parlement, d'autres sujets sont l'objet d'études : l'exercice des mandats locaux, les statuts de la filière culturelle de la fonction publique territoriale et la dotation globale d'équipement.**

■ Dans les quartiers nord de Marseille, réputés difficiles, une école nationale des gardiens de la paix fonctionne depuis le 18 février. Plongés dans les réalités de l'insécurité, ces gardiens de la paix devraient s'intégrer plus facilement dans les villes ou les banlieues où ils ont toutes les chances d'être affectés.

■ **Le district de Poitiers organise, du 3 au 5 juin 1991, une série de manifestations sur l'Europe et la ville. Parallèlement, se tiendra la biennale européenne de la vidéo de promotion des villes moyennes (Cités-vidéo 2). Thème central : les politiques d'environnement comme support de la promotion urbaine. ☎ 49.88.82.07.**

PETITE ANNONCE
100 F la ligne

9301. Membre du bureau, section PS Châtellerault. Formation DEUG AES, bonnes connais. techniques secrétariat et bureautique. Rech. emploi. Ecrire Carole LUCAS, 22 rue Jean-Richepin, 86100 Châtellerault. ☎ 49.21.77.06.

handicap ne signifie pas incapacité

Pour nous, ils ne sont plus les mêmes. Fini ce regard de pitié sur des êtres brisés par un coup du sort. Aujourd'hui, les handicapés sont considérés comme des usagers, des citoyens, bref, des partenaires. Vincent Assante fait le point.

"Vendredi." Peut-on dire que le temps des emplois réservés et des quotas imposés est dépassé ?

Vincent Assante, délégué national aux Personnes handicapés. Le principe du quota a, certes, une connotation ségrégative, mais peut aussi être le socle à partir duquel l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés deviendra réalité. A une condition : que le dispositif mis en œuvre soit cohérent. Pour comprendre : un point d'histoire. La loi de 1957 imposait aux entreprises une obligation d'emploi. Mais elle fut abrogée dans les faits par la loi d'orientation dite "en faveur des personnes handicapées" de 1975, qui a surtout encouragé le développement du "secteur protégé" au détriment de l'intégration professionnelle en milieu ordinaire. Ces lois s'appuyaient sur des commissions d'orientation (COTOREP), et des équipes préparatoires au suivi et au reclassement (EPSR), aux insuffisances notoires.
En 1982, des mesures sont prises pour tenter d'inverser cette mécanique sclérosante. En 1983, la notion "d'obligation de résultats" est lancée pour aboutir en 1987 à une nouvelle loi, malheureusement édulcorée lors de la parenthèse libérale.

Sur un objectif de 4% en 1989, nous en sommes à 3,6%. Peut-on dire, comme on l'entend, que les entreprises ne veulent pas embaucher et que la loi est un échec ?
Des difficultés résident dans la distorsion entre l'objectif et les moyens et de nombreux paramètres conduisent à cette situation. Citons-en trois. La notion d'incapacité est encore attachée au handicap, dans l'esprit du public. Les COTOREP sont plus attachées à reconnaître les déficiences que les potentialités. L'inadéquation des structures, mesures et moyens propres à orienter, former et placer. Il est donc prématuré et simpliste de parler d'échec.

Comment modifier la situation ?
A court terme et principalement.
• Innover en matière de placement : à partir d'un cahier des charges, généraliser les structures type "Prométhée" en y associant les organismes publics.
• Faciliter le traitement administratif des "aménagements de postes de travail".
• Elaborer un schéma départemental.
• Redonner au Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés toutes ses prérogatives en matière de coordination des initiatives publiques ou privées.
A moyen terme.
• Adapter l'enseignement des instituts médico-professionnels.
• Ouvrir plus largement l'AFPA aux travailleurs handicapés.
• Réformer les structures du travail protégé en une structure de préparation-formation-soutien à l'emploi en milieu ordinaire et en y associant les partenaires économiques.
• Améliorer le rôle des Centres de rééducation professionnelle.
• Repenser les COTOREP.
Démédicaliser et partir des potentialités et non des incapacités.
N'hésitons ni devant l'ampleur des changements à apporter ni devant celle de la réflexion à poursuivre.

Propos recueillis par Françoise Lorrain

Quelques chiffres au 1er janvier 1990

- *Entreprises assujetties à la loi : 74.100. 50% de ces entreprises atteignent le taux de 4%, 37% ont versé leur contribution, soit 641 millions de F.*
- *Travailleurs handicapés recensés : 235.900.*
- *Travailleurs handicapés jugés aptes mais exclus de l'emploi : 200.000.*
- *Inscrits à l'ANPE : 47.000. Faible qualification : 53% contre 39% pour l'ensemble des chômeurs. Durée moyenne de chômage : 697 j. contre 346. Taux de placement ANPE : 6%.*
- *"Prométhée" : structure innovante en Côtes-d'Armor -associations, union patronale, syndicats, personnalités qualifiées-. En 18 mois, 1.115 personnes reçues ; 65% ont trouvé un emploi, 78% une solution professionnelle ; taux de satisfaction, 86,5%.*

LA LOI DE 1987

Amener les entreprises de 20 salariés et plus à employer, au terme d'une période de 3 ans, 6% de travailleurs handicapés, avec possibilité de s'acquitter totalement ou partiellement de cette mission :
- *en versant pour chaque emploi non pourvu une contribution à un fonds créé pour favoriser l'intégration professionnelle ;*
- *en concluant un contrat de sous-traitance avec le "travail protégé" ;*
- *en appliquant un accord collectif, d'entreprise ou de branche.*

BREF... EN BREF... EN

■ **Sept examens prénataux remboursés à 100% au lieu de quatre précédemment, deux tests de dépistage supplémentaires -hépatite B et anémie-, autorisation pour les femmes de prendre ces visites sur leur temps de travail, assouplissement des seize semaines de congés maternité qui pourront débuter plus tard que les six semaines actuelles avant la naissance et durer plus de dix semaines après, exonération des charges sociales pour les familles faisant garder un enfant de moins de six ans. Outre cette série de mesures, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la Famille, a annoncé la création d'un label "petite enfance" pour les communes les plus dynamiques dans ce domaine.**

■ La démocratisation de l'enseignement n'avance pas assez vite : cycles en primaire, formation des maîtres, rénovation des programmes, les grandes innovations de la loi Jospin tardent à être mises en place quand elles ne sont pas très "édulcorées". Contre cette frilosité du ministère et le manque de moyens, le SNI-PEGC manifestera à Paris le 20 mars.

■ **Lancement du plan social étudiant à la rentrée de 1991. Déjà acquis : l'augmentation des bourses, le lancement d'un système de prêts accessibles à partir de la 2e année d'études et 11.000 nouvelles places de restau-U. 3,4 milliards de F permettront d'aider 280.000 étudiants (17% de plus qu'en 1990). Objectif : 400.000 boursiers en 1995.**

■ S'abonner pour un an chez son médecin généraliste et ne payer que la partie de la consultation non remboursée par la Sécurité sociale, soit 25% du tarif : cette proposition de MG-France (syndicat de généralistes) pourrait permettre la signature très attendue de la convention médicale entre les caisses d'assurance maladie et les médecins.

■ **Le lycée plébiscité. Selon un sondage de l'ONISEP, plus de 80% des lycéens estiment y avoir appris à réfléchir, 75% y avoir acquis une culture générale. Revers de la médaille : 50% pensent qu'il ne leur a appris ni à travailler en équipe, ni à respecter les autres.**

■ Le nombre de ménages propriétaires de leur résidence principale est passé de 6 à 11 millions en 25 ans, de 1963 à 1988. Cette année-là, ils étaient 54% à posséder leur logement. Avant l'âge de 35 ans, on est surtout locataire ; après, on est généralement accédant à la propriété.

■ **Le Journal officiel du 10 mars a publié les mesures destinées à améliorer l'indemnisation et l'application du chômage partiel. Les partenaires sociaux devaient se rencontrer à ce sujet ce mercredi pour déterminer si l'Unedic participerait à l'indemnisation des personnes touchées et, dans cette hypothèse, à quelle hauteur et pour combien de temps. Air France, en outre, a décidé de renoncer à mettre son personnel en chômage partiel.**

C . L . U . B Vendredi

Le Club vous propose deux créations théâtrales : "Lettres de Louise Jacobson", pour ne jamais oublier; "Somnolente mésaventure" pour l'humour roumain (décapant), à découvrir.

*Pour bénéficier des promotions ou des invitations de cette page, il suffit d'être membre du Club (et donc d'avoir **payé son abonnement :** 250F)*

du Club : 45.56.78.56 et 45.56.78.57.

N'oubliez pas de vous identifier avec votre numéro d'abonné.

A nos amis des sections socialistes.
Et si vous nous aidiez à mieux diffuser "Vendredi" ?
Faites-le connaître à vos sympathisants, amis, collègues : il suffit de nous envoyer leurs adresses, et nous leur ferons parvenir notre hebdomadaire gratuitement pendant 10 semaines.
Faites-vous connaître aussi : parlez-nous de vos réalisations et initiatives originales, désignez quelqu'un qui deviendra votre "ambassadeur", bref, n'oubliez pas que "Vendredi" est aussi votre journal !



présente à Paris, du 20 mars au 27 avril, au
THEATRE MARIE-STUART

"LETTRES DE LOUISE JACOBSON"
1er septembre 1942 - 13 février 1943

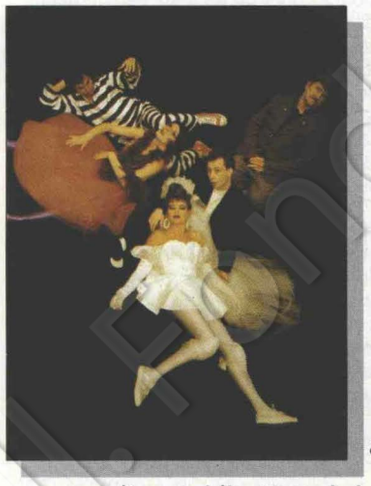
Mise en scène **Alain GINTZBURGER**
avec Juliette BATLLE

Louise Jacobson a 17 ans en 1942.
En rentrant du lycée, elle est arrêtée par la police française parce qu'elle ne porte pas l'étoile jaune.
Conduite à Fresnes puis à Drancy,
une correspondance pleine de vie et d'espoir s'engage avec sa famille et ses camarades de lycée.
Un document bouleversant, publié par Me Serge Klarsfeld.
Un témoignage unique contre le racisme et l'antisémitisme.

Renseignements : 45.08.17.80

10 invitations pour 2 personnes.
ET tarif réduit *(75 F au lieu de 95 F)* à toute personne se présentant avec un numéro de Vendredi

THEATRE DU LUCERNAIRE



"SOMNOLENTE MESAVENTURE"
de Teodor Mazilu

Mise en scène
Virgil Tanase
Paris, à partir du 13 mars

L'humour de Teodor Mazilu, auteur contemporain roumain, au service d'une intrigue irrésistible : cadre sérieux avec revenus intéressants cherche en vue mariage une jeune femme agréable et sentimentale ; tombe amoureux d'une midinette qui rêve d'être enlevée comme dans un film franco-italien ; tante véreuse souhaite marier nièce à un homme qu'elle puisse tromper sans remords ; escroc sincère pense exploiter la situation pour s'offrir une vieillesse paisible...

Comédie du cynisme sincère... au-delà du rire, l'immense désespoir d'un auteur pour lequel la seule solution pour améliorer le monde c'est le déluge.

5 invitations pour 2 personnes les 22 et 23 mars.
ET tarif réduit dans la semaine **du 25 au 30 mars** *(84 F au lieu de 140 F)* à tous nos lecteurs se présentant avec ce numéro de Vendredi
Mais n'oubliez surtout pas de réserver au 45.44.57.34

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
*(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*

❑ *2 -* * Avec mon abonnement je commande :
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F**
- ❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" : **350 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **400 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **450 F**

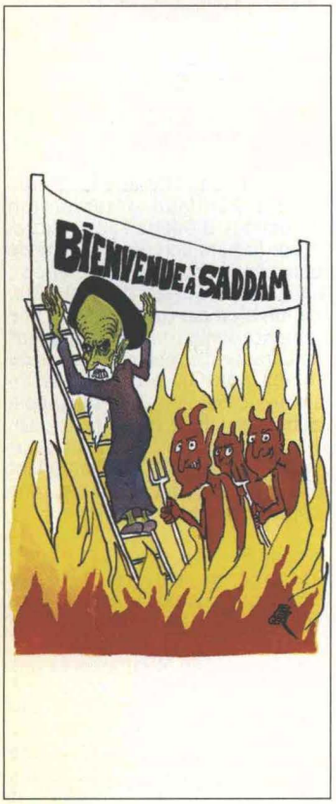
❑ *3 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement
- ❑ l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" : **130 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **200 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **200 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **250 F**

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

Collection Bibliothèques

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

7 mars
N'en déplaise aux pessimistes, la guerre du Golfe n'a pas rompu le dialogue entre la France et l'Algérie. Deux heures passées ce soir avec le ministre des Affaires étrangères Sid Ahmed Ghozali me confirment qu'aucune porte n'est fermée. "L'attitude de la France dans cette affaire, dit-il, a été pour nous une blessure mais je dis bien blessure et non fracture. Nous savons bien que la France et l'Algérie sont voisines. Il faut maintenant penser à l'avenir, essayer de tirer un plus de ce qui nous a séparés en nous acceptant les uns et les autres comme nous sommes." La suite ne manque pas d'intérêt : "Saddam Hussein a posé de vraies questions mais il s'est lourdement trompé. Il ne nous a pas écoutés quand nous lui avons dit qu'il serait écrasé par les Américains. Dans une dictature, il n'y a pas de limite à l'erreur. Le monde arabe ne peut pas avancer sans un minimum de démocratie. Après cette guerre, les choses ne seront plus comme avant, y compris en Algérie où cette crise a rapproché tous les partis qui refusent l'intégrisme." Je demande à Ghozali s'il n'y pas aujourd'hui de meilleures chances de résoudre la question palestinienne du fait notamment de l'évolution des Etats-Unis. Il pense toujours que le discours de François Mitterrand à l'ONU fournissait le cadre d'une solution mais doute que la France puisse faire prévaloir ses vues. Il ne croit pas non plus que Bush obtiendra d'Israël l'acceptation d'un Etat palestinien. Mais il ajoute comme pour laisser une chance à l'avenir : "Je ne le crois pas mais j'espère me tromper."

8 mars
Les dirigeants de l'opposition qui piaffaient d'impatience depuis des semaines n'auront pas attendu longtemps pour repartir à l'attaque. Une fois encore, la palme du ridicule revient à François Léotard qui, dans "Le Figaro", dénonce les "faiblesses" du président de la République pendant la guerre du Golfe dont il donne des exemples proprement dérisoires. Le RPR et l'UDF sont d'ailleurs plus prolixes pour critiquer le gouvernement que pour évoquer leurs difficultés internes. Curieux silence de Chirac comme de Giscard d'Estaing face à la campagne de Michel Poniatowski en faveur "d'arrangements électoraux" avec le Front national. Seul à réagir à ce jour, Bernard Stasi affirme que, si cela se faisait, ses amis du CDS n'hésiteraient pas à "tirer leur révérence."

11 mars
Convulsions en Yougoslavie et en Albanie, la sortie du communisme ne se fait décidément pas sans violence ! Mais la préoccupation dominante cette semaine concerne l'avenir de l'Union soviétique. Six ans après son accession au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev se trouve devant la situation la plus grave qu'il ait eu à affronter. Malgré sa capacité maintes fois démontrée à rebondir, il est maintenant le dos au mur : s'il n'obtient pas une majorité de suffrages au référendum de dimanche, c'est l'URSS elle-même qui va voler en éclats. La réponse déjà donnée par les populations baltes, la manifestation monstre hier à Moscou derrière Boris Eltsine, l'agitation dans plusieurs autres républiques laissent peu de marge à Gorbatchev. Je ne suis pas de ceux qui s'en réjouissent, même si je m'étonne que cet homme qui a tant fait pour favoriser la naissance d'un nouvel ordre mondial ait à ce point échoué à réformer le système soviétique. Je continue à penser que les Russes n'ont rien à gagner à son départ, mais cette hypothèse ne peut plus être exclue et elle nous concerne tous.

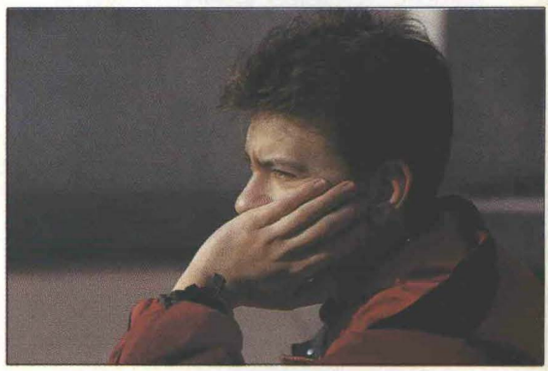
■

VIRGIL TANASE

Désarrois d'une génération

Nous vivons, dit-on, une époque molle. Dépourvus de repères, nos enfants s'en ressentent.
Ils ratent, du coup, leur entrée dans la vie, ce qui est le souci de Marguerite Gentzbittel, proviseur du lycée Fénélon, auteur d'un ouvrage intitulé : *"La Cause des élèves"* (1). "J'ai plus ou moins l'impression, écrit-elle, que ce passage de l'enfance à l'âge adulte est éventuellement une chance de passage de la perdition au salut." Sur ce chemin, l'école n'a d'autre rôle que d'amener les individus "le plus loin possible", sans pour autant établir des classements, des itinéraires optimaux, des standards de réussite. Le principal reproche de Marguerite Gentzbittel à notre système scolaire, c'est "de persuader un adolescent qu'il échoue lorsqu'il s'écarte d'un itinéraire idéal." Il est bon, hygiénique, salutaire, d'entendre dire par un enseignant d'une telle autorité qu'il "n'est pas naturel que les jeunes soient à l'aise dans l'école", et qu'un "adolescent n'est pas naturellement un élève -ce que l'école oublie constamment."
Le discours de Marguerite Gentzbittel s'adresse, il me semble, davantage aux parents et aux élèves qu'aux profs. On y apprend, affirmé par quelqu'un se trouvant de l'autre côté de la barrière, qu'un adolescent est un homme total, que le peu de goût pour les maths -dont les règles stables assurent à la pensée une commodité et dispense du risque d'imagination- n'exclut pas une pensée abstraite (pourquoi la philo le serait-elle moins ?) ou encore que "être élève et soumis, cela me paraît un naufrage."
Finalement, ce qu'exige Marguerite Gentzbittel de l'école, c'est une rencontre : "exister sur leur chemin (des élèves) et leur permettre d'exister sur le vôtre" ; elle rejoint le propos de Christian Combaz ("Le meilleur moyen de devenir quelqu'un c'est d'avoir affaire à quelqu'un") qui signait, il y a deux ans, un livre à lire absolument, parce qu'on y trouve la meilleure analyse de notre système d'éducation qui laisse l'homme se dissoudre dans la minéralité : *"Les Sabots d'Emile"* (2).
Le petit ouvrage de Michka Assayas, *"Contre-feu"* (3), est l'expression du désarroi de cette génération d'après 1968. On a perdu les idéaux collectifs sans être à même de s'inventer un destin dans la solitude. Cela donne une masse d'indifférents, d'hommes qui, ne désirant plus rien, n'ont plus rien à dire et se donnent perpétuellement en spectacle à eux-mêmes, laissant les disc-jokeys envahir la création, tel le fameux 14 juillet de Goude : "Un million de personnes se trouvaient ensemble, mais elles n'étaient unies par rien de commun, sinon qu'elles paraissaient toutes regarder la TV en plein air." D'une manière confuse, balbutiée, Michka Assayas nous rappelle que nous vivons dans un temps de "simulacres et stimulations", et que cela n'est pas très drôle.
L'extrême est signalé dans une série de reportages de Claude Couderc publiés chez Fixot : *"Mourir à 10 ans"* (4). "En France, le suicide est devenu la deuxième cause de mort à l'adolescence..., chaque année, environ mille jeunes, entre 15 et 24 ans, se suicident, dont deux cent cinquante entre 15 et 19 ans." Cela donne froid dans le dos : mourir avant d'avoir eu sa chance ! Les reportages de Claude Couderc ne sont pas de l'analyse, mais une tendance se dégage, la même que celle dont il était question chez Marguerite Gentzbittel, Christian Combaz ou Michka Assayas : dans un monde trop mou, trop lâche, trop enclin à tout accepter, à tout digérer, on ne trouve plus de réponse forte, simple, directe aux questions fortes, simples, directes de l'adolescence : pourquoi vivre ? pourquoi l'école ? pourquoi l'effort ? pour quel avenir ? C'est ici que le bât blesse : vivre tout simplement, tout bêtement, vivre pour vivre n'est plus... comment ça se dit, déjà ? n'est plus épanouissant.

Notre système scolaire persuade les adolescents qu'ils échouent lorsqu'ils s'écartent d'un itinéraire idéal.

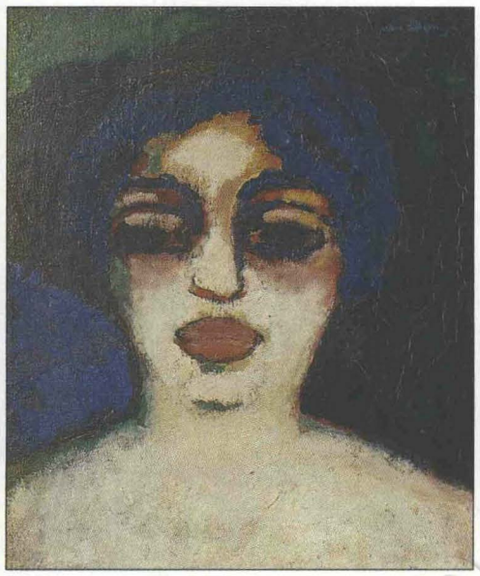


(1) Seuil, 247 p., 95 F.
(2) Robert Laffont, 1989, 245 p., 85 F.
(3) Balland, 150 p., 73 F.
(4) Fixot, 290 p., 99 F.

Villeneuve-d'Ascq : moderne musée d'art

Discret, en bordure du parc urbain de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, le musée d'Art moderne est, depuis son ouverture, une étape obligatoire pour retrouver des œuvres fondamentales de Picasso et de Braque, des toiles majeures de Fernand Léger, Paul Klee, André Masson, Modigliani, Kees Van Dongen, Rouault, Miro, des sculptures d'Henri Laurens.

Van Dongen "Femme lippue" (1909)



Le musée, dépendant de la communauté urbaine de Lille, constitué autour de la riche donation de Geneviève et Jean Masurel, a décidé, pour fêter son huitième anniversaire, de se transformer avec la pose d'un parquet "visuellement plus confortable et plus adapté à la présentation de sculptures et œuvres contemporaines". On a également créé deux nouveaux espaces : un cabinet d'art graphique, un salon de repos et de documentation.

Le premier, situé en mezzanine, avec sa lumière douce et son caractère intime, permet d'exposer des dessins qui seront renouvelés chaque trimestre.

Le second, avec ses baies s'ouvrant sur la verdure, invite à se plonger dans la lecture de fiches à moins qu'une discrète érudition ne permette de mieux apprécier les accrochages. Les documents pour les enfants sont excellents.

Le meilleur de ce musée demeure la confrontation Picasso-Braque. Au seuil du siècle, ils ont donné au cubisme ses lettres de noblesse.

A moins de trente ans, Braque le terrien et Picasso le brillantissime, dans la voie tracée par Cézanne, forcent à un autre regard.

Ils s'installent, à jamais, sur des sommets avec des visions différentes sur le monde. Ensuite, Braque trace ses sillons sans divine surprise, alors que Picasso caracole et se renouvelle avec, en point d'orgue, la foudre de Guernica.

Cézanne demeure absent du musée de Villeneuve-d'Ascq. Pourquoi ? Roger Dutilleul, oncle de Jean Masurel, a expliqué un jour : "J'aimais beaucoup Cézanne mais déjà, en 1907, les prix atteints chez Bernheim étaient inaccessibles pour moi. A défaut, tout ce qui lui ressemblait m'aguichait beaucoup."

Actuellement, le musée propose avec "Collages", une exposition temporaire de qualité.

Qu'est ce qu'un collage ?

On prend dans l'environnement des produits, des objets, des fragments de préférence étonnants, pour les assembler (ou les jeter) sur un support afin de leur donner une nouvelle existence.

P.Y.

Musée d'Art moderne
1, allée du Musée
59650 Villeneuve-d'Ascq
☎ 20.05.42.46.
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h sauf mardi.
"Collages" : exposition temporaire, Jusqu'au 14 avril.
Publication d'un journal du musée.

CINEMA

"Merci la vie"

Au bord de la mer, une jeune fille en robe de mariée, tabassée par un mec. Arrive une autre jeune fille promenant de grandes mouettes blanches dans un caddy. Heureuse rencontre. La mariée blessée prend place à côté des mouettes. Peu après, quand elles prennent la route ensemble, on évoque le couple Depardieu-Dewaere des "Valseuses". On sait qu'on est dans un film de Bertrand Blier.

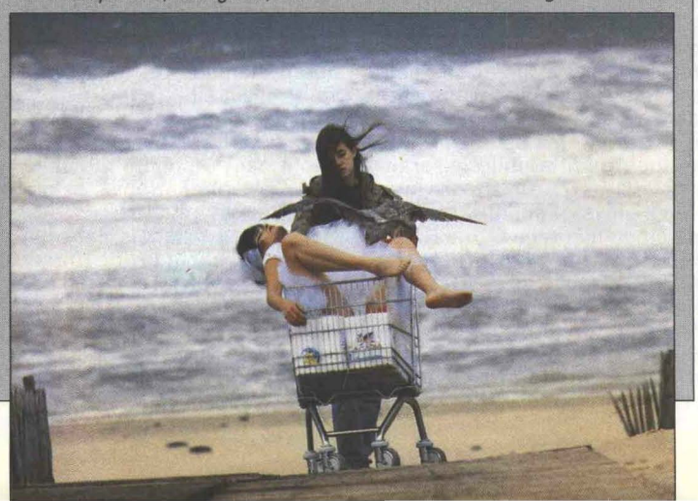
Mais les rôles sont inversés. Maintenant, ce sont les filles qui draguent et terrorisent les garçons.

Bertrand Blier, qui a accumulé les succès : "Trop belle pour toi", "Tenue de soirée", "Les Valseuses", "Buffet froid", ne s'endort pas sur ses lauriers. Il réalise ici son film le plus audacieux, un feu d'artifice qui part dans tous les sens : le sexe, la guerre, le sida, le noir et blanc, la couleur. On zappe sans arrêt. On passe d'une époque à une autre avec une totale liberté.

La liberté, voilà le maître mot pour les deux héroïnes. Camille (Charlotte Gainsbourg), avec sa moue au coin de la bouche, un visage qu'on n'oublie pas et Anouk Grimberg, sa copine, qui déborde de vitalité, d'appétit de plaisir, de jeunesse, malgré la maladie. Et de grands seconds rôles : Depardieu, Trintignant, Annie Girardot, Jean Carmet, Michel Blanc. Du pur cinéma, parfois déroutant, rêve et réalité mêlés. Et, symbolique, la scène de l'œil, un morceau d'anthologie. Qu'y a-t-il à l'intérieur de Joëlle ? Du vitriol !

Claude Polak

▼ *Charlotte Gainsbourg et Anouk Grimberg*



TV

ROSTAND

Triomphe de "Cyrano", pleurs d'Annie Parillaud, intervention impromptue d'Odette Laure, excitation de Richard Bohringer, beauté de Sophia Loren, sourires ministériels ; la 16e Nuit des Césars s'est déroulée, une fois n'est pas coutume, dans une ambiance sympathique et souvent chaleureuse. La meilleure santé du cinéma donnait à cette fête de famille où chacun, volontiers, épie l'autre, une allure décontractée. On alla même jusqu'à se lever pour applaudir ! La seule défaillance vint d'A2 avec, en début de séance, une panne de son et d'images.

Edmond Rostand, père de "Cyrano", fut interprété -aussi- en 1910 par Mme Simone, la poule faisane, dans "Chantecler", interminable fleuve de vers célébrant une basse-cour... Mme Simone, en 1971, accorda une interview pour la collection "Archives du XXe siècle". Elle n'avait que 94 ans (elle s'éteignit à près de 110) conservant une merveilleuse mémoire. On entendait Léon Blum, on voyait Romain Rolland et Gabriele d'Annunzio, on soupait avec Marcel Proust, on devisait avec Rostand, Porto-Riche, Bernstein, Bataille, Alain-Fournier, la grande et fulgurante passion. Une extraordinaire plongée dans l'histoire théâtrale, mondaine, littéraire. Comédienne, romancière, mémorialiste, Mme Simone ne pourrait-elle se retrouver en livre de poche ? FR3 devait-elle programmer cette étonnante confession autour de minuit ?

Patrick Poivre d'Arvor et Hervé Guibert (Ex-libris TF1) sur des planètes différentes. "Protocole compassionnel" (Gallimard) demeure un livre dérangeant car conduisant au cœur du sida, dernier avatar des malédictions frappant l'humanité. PPDA veut avaler le temps alors qu'Hervé Guibert ruse avec l'éternité. Entre le présentateur fébrile et l'écrivain, l'opposition, tout à coup, devenait absurde.

"Coup de soleil à l'Olympia" (A2) permettait à un pied noir, à un juif tunisien, à un beur -Guy Bedos, Michel Boujenah, Smaïn- de frapper au cœur, par la dérision et l'humour, les racistes et tous ceux qui, au nom de la différence, se comportent comme les beaufs de Cabu. De grandes baffes de rigolade pour lutter contre la bêtise ordinaire.

"La marche du siècle" de Jean-Marie Cavada (FR3), consacrée au suicide des jeunes fut une approche sans voyeurisme et sans moralisme d'un des drames de notre société.

Ne serait-il pas temps de supprimer Maguy et ses ridicules dialogues (A2) pour permettre d'allonger "Stade 2" ?

P.Y.



Cinq Centimes

ERNEST VAUGHAN

L'AURORE

Littéraire. Artistique. Sociale

ERNEST VAUGHAN

J'Accuse...!

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE

M. FÉLIX FAURE

Président de la République

"J'accuse" à la Bibliothèque nationale

Le manuscrit autographe du célèbre texte de 39 feuillets publié dans "L'Aurore", le 13 janvier 1898, a été acheté par la B.N, à Mme François Emile-Zola, veuve du petit-fils de Zola et à son arrière petite-fille, Mme Brigitte Place, Dans ce texte titré "J'accuse !" par Georges Clemenceau, Zola dénonce ceux qui refusent la vérité pour le capitaine Dreyfus. L'acquisition de ce document, (5 millions de F) a été rendue possible grâce aux crédits mis à la disposition de la B.N. par Jack Lang, ministre de la Culture.

P.Y.

Chaillot pour tous

Une véritable politique d'ouverture de la culture en faveur des handicapés est mise en place au théâtre de Chaillot, à Paris.
Avec le soutien du ministère de la Culture et du secrétariat d'Etat aux Handicapés, l'accès à ce théâtre leur est largement facilité. De plus, un procédé d'audio-vision permet aux non voyants d'avoir une description fidèle des décors, costumes, de suivre l'action, une sorte de "mise en images par le verbe". Un casque récepteur sans fil permet aux spectateurs non voyants une audition individuelle, non gênante pour les autres spectateurs. 40 casques sont disponibles à chaque représentation.
Le programme et la carte du buffet sont en braille. En outre, les mal-entendants peuvent utiliser des casques infrarouges réglés sur un canal diffusant le son direct amplifié.
La première expérience a eu lieu, avec succès, pour les représentations du "Songe d'une nuit d'été". Elle est renouvelée pour le spectacle actuel, "Madame Angot" (célèbre marchande de poissons à Paris, qui traversa tout le XIXe siècle, et fut immortalisée par son auteur, Maillot). Laurent Pelly la remet en scène aujourd'hui sur une musique de Jean-Pierre Gesbert. Jusqu'au 4 mai.

N.A.

"Bon Vent à Mme Angot",
Th. national de Chaillot. 47.27.81.15

A choisir dans la pochothèque

***"Enquête sur l'auteur"**, par Jean Lacouture (Le Seuil -Points actuels). Journaliste, biographe, essayiste, amoureux de la vie et des choses, Jean Lacouture se confesse, trace des portraits, propose des pages subtiles à déguster avec un Haut-Brion.*

***"Sieyès"**, par Jean-Denis Bredin (Le Livre de poche). Le destin étonnant de cet abbé du tiers état qui appelle les états généraux à se constituer en Assemblée nationale en juin 1789 et qui, le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), appelle le général Bonaparte.*

***"Les Neuf vies du chat"**, par Laurence Bobis (Gallimard-Découvertes). Légendes et histoires nourrissent, au fil des temps, le devenir de sieur Matou. Superbe iconographie et texte mieux que ronronnant.*

***"L'Amour en France"**, par Daniel Karlin et Tony Lainé (Le Livre de poche). Les tartuffes se voilèrent la face devant le petit écran. Les honnêtes gens apprécièrent. A lire pour mieux connaître notre cher pays.*

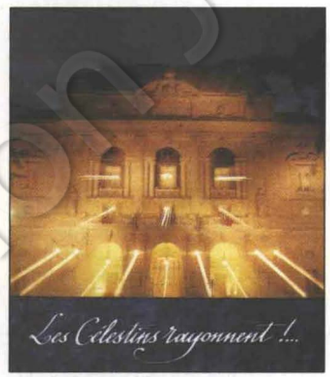
***"Les Galériens"**, par André Zysberg (Le Seuil-Points-Histoire). L'auteur connaît tout -vraiment tout- sur les vies et les destins de 60.000 forçats sur les galères royales de 1680 à 1748. Une prodigieuse exploitation des archives.*

***"Histoire de l'antisémitisme"**, par Léon Poliakov (Le Seuil-Points- Histoire). Deux volumes pour découvrir ou redécouvrir le racisme, de l'Antiquité aux années 30. Un terrible et nécessaire voyage.*

Lyon : les Célestins rayonnent

"Les Célestins rayonnent"... tel est l'emblème du célèbre théâtre lyonnais, réjoui et fier d'être là : rue Charles-Dullin, en plein cœur de la ville.

Son directeur, Jean-Paul Lucet, ne manque ni d'ambition, ni d'éclectisme pour le théâtre qu'il dirige et la ville dont il est originaire. Il y a monté successivement Shakespeare, Claudel, Labiche, Audiberti, Kawabata (Le Maître de Go). Cette fois, c'est à Julien Gracq qu'il s'attaque, ou plutôt rend hommage, en montant "Le Roi Pêcheur", qui n'avait plus été joué depuis 1949 !



C'est donc un grand retour au théâtre des Célestins. A propos de sa pièce, quand on demandait à Julien Gracq quelles étaient ses sources d'inspiration, il répondait : "Hélas, l'écrivain n'est pas sérieux, le coq-à-l'âne, en matière d'inspiration, est la moindre de ses incartades !" Mais, quand il s'agit d'une légende, toutes les libertés ne sont-elle pas autorisées ? Pour tenir le rôle du Roi Pêcheur, Jean-Paul Lucet a fait appel à Pierre Santini, connu des amoureux de bon théâtre et visage familier des téléspectateurs. Il vient d'incarner le héros d'un feuilleton qui a passionné grands et moins grands, "Le Lyonnais" ! Voilà qui nous ramène à Lyon et à son théâtre des Célestins, dont Julien Gracq lui-même a fait le choix, pour que soit remontée, 42 ans plus tard, sa pièce : "Le Roi Pêcheur".

N.A.

Jusqu'au 8 avril. Les Célestins.
☎ 78.42.17.67

... EN BREF...

■ **Une pièce d'Arthur Miller, inédite en France, "Comme une histoire d'amour", affichée du 21/3 au 10/4 au th. des Deux-Rives, à Rouen.**

■ Les gens du Nord dans "Au nom du père", de Jean Louvet. Montée par le Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais, cette pièce de "répertoire populaire" sera donnée à Béthune le 12 mars ; Seclin les 14, 15, 16 ; Bruay le 19 ; Vervins le 21 et Maubeuge les 25 et 26.

■ **Notre ami Virgil Tanase présente "Somnolente mésaventure", de son compatriote Teodor Mazilu, interdit en Roumanie pendant vingt ans. Un rire qui cache le désespoir. Th. du Lucernaire, à partir du 18.**

■ Marcel Maréchal devait monter "Les Paravents", de Genet. La situation dans le Golfe l'a fait renoncer à son projet, au profit de "La Paix", d'Aristophane. Jusqu'au 20 avril.
La Criée, Marseille. ☎ 91.54.70.54

■ **"Soixante ans de western américain" : ce sera le thème du 2e Festival du film d'action et d'aventures de Valenciennes. Seize grands westerns seront présentés du 20 au 24 mars.**

■ Les trois parties du "Parrain" en une. Au Max-Linder, à Paris, de minuit à 10 h du matin ; de Niro, Marlon Brando et Al Pacino pour le "Parrain" de Francis Ford Coppola. Entr'actes et petit déjeuner prévus. Les 29 et 30 mars.

■ **Le Théâtre d'opérette de Budapest à Paris. Pour huit représentations de "La Princesse du cirque", de Kalman, à l'Opéra-Comique, du 20 au 28 mars.**

■ "Mozart" à l'écran en huit films, "La Flûte enchantée" (Bergman), "Don Giovanni" (Losey), "La Clémence de Titus" (Ponnelle), "Amadeus" (Forman), etc. Ciné Balzac, jusqu'au 27.
☎ 45.61.10.60

■ **L'Orchestre Lamoureux a 110 ans. Depuis 50 ans, il donne des concerts dominicaux salle Pleyel et Jean-Claude Bernède vient de diriger le 1.000e concert.**

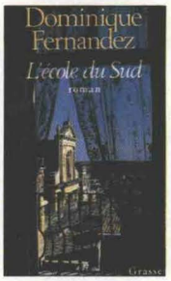
■ Catherine Lara publie ce mois-ci, chez Trema, un concept-album sur George Sand. Luc Plamondon prend en charge la musique.

■ **"Vagabond Heart" est le titre du nouvel album de Rod Stewart qu'il nous promet "beaucoup plus mûr et d'une inspiration plus personnelle que les précédents." Avec les "Temptations" et Tina Turner.**

■ Grande offensive de la chanteuse de jazz Dee Dee Bridgewater. D'un coup, la vidéo cassette du concert de cet été "Live Opéra Garnier" et son dernier LP-live, "In Montreux." Enfin, en concert à Paris, palais des Congrès, les 18 et 19 /4.

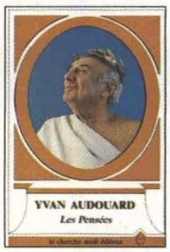
post-scriptum

DOMINIQUE FERNANDEZ
"L'Ecole du Sud"



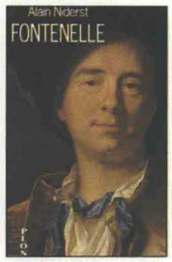
C'est à Wilde dans "Le Portrait de Dorian Gray" : "Nous ne sommes si enclins à bien juger autrui que parce que nous tremblons pour nous-mêmes" qu'on ne cesse de penser en lisant "L'Ecole du Sud." Jamais Fernandez n'a mis davantage de lui-même -en fait, de son père- que dans ce roman dédié précisément à son père et à sa mère, Ramon et Liliane à travers les deux personnages aux prénoms à peine décalqués de Raimondo et Adeline. Car cette filiation était une douleur, profonde, ouverte depuis 40 ans. Ce silence rompu l'apaisera sans doute. On imagine ce qu'a dû être l'écriture de ce livre dense, appliqué. "Le plus brave de nous a peur de son moi."
Grasset, 494 p., 128 F.

YVAN AUDOUARD
"Les Pensées"



Le plus parisien des Provençaux, le plus provençal des Parisiens et le plus actif des paresseux, c'est Yvan Audouard. Roman, cinéma, radio, télé, il a tâté de tout. Le voici qui joue au moraliste.
Les yeux fermés, on le reconnaît aussitôt : "Autoriser est la façon la plus hypocrite d'interdire. Interdire est la façon la plus efficace d'inciter." Ou, sur un autre registre : "— C'est une déclaration d'amour ? — Non, Madame... c'est une prière d'insérer." Et tout à l'avenant.
Cherche-Midi, 194 p., 68 F.

ALAIN NIDERST
"Fontenelle"



Il naquit alors que Louis XIV n'avait pas pris les rênes du pouvoir et mourut aux deux tiers du règne de Louis XV : à trois semaines près, il aurait été centenaire. Cette longévité, lui a permis d'assister à l'immense mutation des esprits de son temps, du cartésianisme à l'empirisme plus ou moins matérialiste de l'Encyclopédie.
De 1680 à 1750, il connut tous les grands de ce monde. Il prit parti en politique, en mathématiques, en physique, en philosophie. Utile fil conducteur.
Plon, 446 p., 180 F.

JEAN-MARIE CHARON
"La Presse en France de 1945 à nos jours"



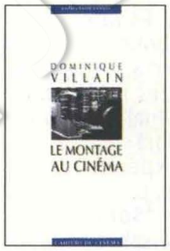
Ceux qui ont vécu ces quarante-cinq années-là savent quelles transformations la presse française a connues. Hier, le système issu de la Libération, une technique de fabrication très lourde, le poids du "Livre", des journaux politisés. Aujourd'hui, la fin des grands tirages, la fin de la presse d'opinion, la montée des périodiques et le succès des gratuits. Cette évolution pose aussi les questions de demain. Les maîtres mots seront informatisation, management, marketing, concentrations, internationalisation, formation des journalistes et rôle de la presse.
Seuil-Points, 450 p., 45 F.

GUY GEORGES
"Les Chemins de l'école"



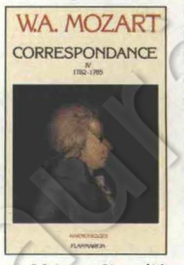
L'ancien secrétaire général du SNI cherche pourquoi, depuis plus de 50 ans, depuis Jean Zay, notre système éducatif est en réforme constante et qu'aucune des réformes successives n'ait réussi.
Pour Guy Georges, d'expérience vécue, l'école est, avant tout, un instrument de promotion sociale. Pourquoi l'est-elle si peu, si mal et, pour tout dire, de moins en moins ? On lira un très beau chapitre consacré à la laïcité. Pour que fleurissent les chemins de l'école.
Plon, 194 p., 120 F.

DOMINIQUE VILLAIN
"Le Montage au cinéma"



Cent ans de cinéma. Et pas tout à fait cent ans de montage. Cette opération est l'une des plus importantes de la réalisation cinématographique. Et, dans le travail d'équipe que constitue la création d'un film, l'une des plus personnelles et les plus extérieures à cette équipe de travail..
Certains réalisateurs adorent le montage (Eisenstein, Wells). D'autres ne supportent physiquement pas le geste et le bruit de la coupe ni la salle de montage, délicatement nommée en anglais "cutting room". Dominique Villain raconte.
"Cahiers du cinéma", 162 p., 95F.

MOZART
"Correspondance — t. 4"



Le meilleur livre sur Mozart publié en cette année anniversaire est celui qu'il a écrit lui-même. Voici le quatrième tome de sa correspondance. Il couvre les années 1782 à 1785.
Mozart a entre 26 et 30 ans. C'est l'époque la plus heureuse de sa vie. Les contrats rentrent, les partitions se vendent. Un peu malgré son père, il s'est marié avec Constance et ils ont deux garçons. Ce sont les temps faciles : l'argent, la fête, la cour. Profitez-en bien, Wolfgang.
Flammarion, 418 p., 179 F.

GLÜCK
"Les Pélerins de la Mecque"



Il s'agit du septième et dernier opéra-comique de Glück. Et peut-être le moins connu. C'est à se demander pourquoi, tellement cette musique est d'une joie communicative. On imagine quelle fête elle permettrait si ces "Pélerins" étaient remontés à la scène.
C'est une turquerie qui fait penser à "L'Enlèvement au sérail". D'ailleurs, Mozart connaissait très bien la partition de Glück qu'il ne s'est pas caché d'imiter. Interprétation enjouée sous la direction de J.-E. Gardiner. Recommandé.
Erato - 2 CD, 1h45", 45516, env. 250 F.

RAKOTO
"Rakoto"



Comme aurait dit un certain Serge G., "Vue de l'extérieur" cette pochette n'est pas très engageante. Un nom inconnu : Rakoto, un visage en contre-plongée qui n'en dit pas plus.
On serait tenté de la laisser sous sa cellophane mais on aurait tort. Aussi ouvre-t-on bien grandes ses oreilles et, sans se forcer, avec plaisir même, on se délecte des 11 morceaux du chanteur-guitariste malgache : bosa enlevée "Ry vorona", blues torride "Illinois". Remarquablement léché pour un premier album, ce genre de réussite est suffisamment rare pour qu'on en signale l'existence
Bird, 820123, 45', env. 100 F.

Agenda

Classique

CAEN
Anne Quéfellec, piano et Orchestre de Caen, dir. G. Bardon. Conservatoire, le 22, 21h. ☎ 31.86.42.00
LYON
José Van Dam ("Le Voyage d'hiver", Schubert), le 20, 20h30. ☎ 78.28.03.11
MONTBRISON
Ens. InterContemporain, dir. P. Boulez. Salle A.-Daval, le 18, 20h30. ☎ 77.96.08.69
PARIS
• "Les Contes d'Hoffmann" (Offenbach). Th. du Châtelet, 15 au 28. ☎ 40.28.28.40
• Rada Lupu, piano (récital). Pleyel, le 20, 20h30 ☎ 45.63.88.73
• "Paulus" (Mendelssohn). O.N. de France, dir. E. Tchakarov. Th. des Ch. Elysées, 21 et 22, 20h30 ☎ 47.20.36.37
TOULOUSE
"Béatrice et Bénédict" (Berlioz), dir. M. Plasson. Capitole, 22 au 31. ☎ 61.22.80.22

Théâtre

CAEN
"La Chambre et le temps" (B. Strauss). Th. Hérouville, jusqu'au 19. ☎ 31.95.70.19
MONTPELLIER
"La Tragédie comique". Th. des Treize Vents, du 20 au 25. ☎ 67.52.72.91
NANCY
"L'Homme assis", avec L.Terzieff. Th. de la Manufacture, jusqu'au 20. ☎ 83.30.23.32
PARIS
"Champs de couscous ne donnent plus de blé". Roseau Théâtre, jusqu'au 7 avril, ☎ 42.71.30.20
SCEAUX
"L'Echange" (Claudel). C.A.C., du 20 mars au 14 avril. ☎ 46.60.05.54
STRASBOURG
"Annabelle et Zina" (Christian Rullier). TNS, du 19 au 23. ☎ 88.55.44.52
VILLEURBANNE
"Le Vieil hiver" et "Fragile forêt" de et par Roger Planchon. En alternance au TNP, jusqu'au 13 avril. ☎ 78.03.30.30

Jazz-variétés

MÉRIGNAC
Charles Trenet. Récital. Le Pin Galant, le 16 à 20h30. ☎ 56.97.82.82
PARIS
(Radio France) : Jimmy Giuffre, Paul Bley, Steve Swallow, le 18. ☎ 42.30.22.22
ROUEN
Nuit du Jazz nordique. Th. Clausen trio ; J. Emborg/M. Larsen quintet ; J. Gabarek/E. Weber duo. Espace Duchamp-Villon, le 16. ☎ 35.62.31.31
Manu Dibango
TOURS, le 15 ; PARIS (Olympia), 16 ; LYON, 19 ; SAINTES, 20 ; RENNES, 23.
Doctor Feelgood
TOULOUSE, le 15 ; MOLIETS, 16 ; VERTEILLAC, 17 ; ALBI, 19 ; MARSEILLE, 20 ; MONTIGNY-LES-METZ, 22 ; RIS-ORANGIS, 23.
The La's
NANCY, le 20 ; STRASBOURG, 21 ; BESANÇON, 22 ; LYON, 23 ; PARIS, 25.

Expositions

PARIS
• "Photographies du Bauhaus". Palais de Tokyo, jusqu'au 13 mai. ☎ 47.23.36.53
• "De Manet à Matisse". Prolongé au 31. Musée d'Orsay. ☎ 40.49.48.14
• "Les Guichets de l'enfance". 500 jouets de tous les pays. Musée de la Poste, jusqu'au 25 mai ☎ 42.79.24.01
LYON
• Tony Garnier. Musée Saint-Pierre, jusqu'au 9 juin. ☎ 78.28.07.66
LES SABLES-D'OLONNE
• Georges Bataille et les arts visuels. Musée de l'Abbaye. ☎ 51.32.01.16

Cinéma

CHAMROUSSE
16e Festival du film d'humour. Du 18 au 23. ☎ 76.56.24.14
PARIS
• Hommage à Jean Epstein. Exposition et programme. Cinémathèque française, jusqu'au 27. ☎ 45.53.21.86
STRASBOURG
19e Festival des droits de l'homme. Films d'Europe centrale. Rétrospective Fassbinder, jusqu'au 24. ☎ 88.35.05.50

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (expositions - télévision)

LAURENT TERZIEFF

"Laurent Terzieff est un personnage de roman. C'est, en plus équilibré et dans la réussite, le neveu de Rameau. Avec, dans les extravagances, plus de gravité. Mais la même poésie. Et cette sorte, singulière, de génie". (Claude Mauriac)

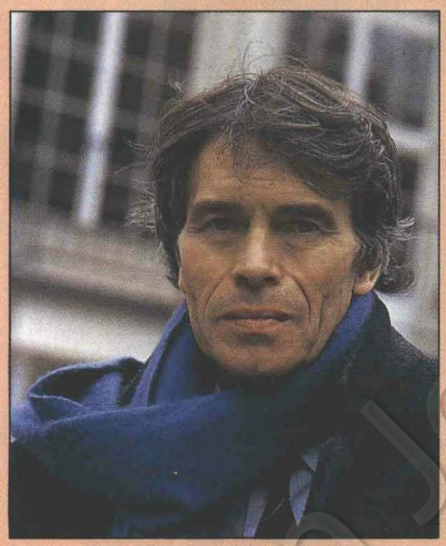
"Vendredi". A douze ans, au lycée Buffon, je vous ai vu jouer "Monsieur de Pourceaugnac". Etaient-ce vos premières armes ?
Laurent Terzieff. Tout à fait. Comme tout le monde, j'avais envie de jouer, mais pas encore de devenir acteur. Choisir ce métier, c'est autre chose. C'est hypertrophier l'instinct de jouer qui est en nous, pour en faire un art. On peut très bien avoir envie de jouer pour lutter contre son introversion, ce qui est un peu mon cas. Roger Blin, au contraire, a été acteur parce qu'il bégayait. L'art procède toujours d'un manque. Si l'on est entièrement satisfait et heureux, on ne crée pas. Avant de décider de faire ce métier, il faut se demander si l'on est suffisamment doué pour apporter quelque chose en plus. Et il y a vocation dès que l'on ne vit plus que pour cela. C'est à l'époque du lycée que j'ai pris cette décision.

Quel rôle a le plus compté pour vous au théâtre ?
"Tête d'or". C'était une charnière importante. Claudel, que je ne voulais pas jouer au départ, pour des raisons politiques. L'homme qui avait dit oui à tout le monde, à Pétain, à de Gaulle, au mariage, à l'adultère. Je me suis pourtant laissé convaincre, car je savais qu'il était un grand poète. Il avait dit oui aussi à Rimbaud !

Vous avez fait connaître des auteurs nouveaux, contemporains : Albee, Shisgall, Mrozek, Saunders, Arnold Wesker. Que désirent à présent l'acteur et le metteur en scène ?
Toujours la même chose. Je suis uniquement motivé par le théâtre contemporain. Mais "Henri IV", de Pirandello, et "Richard II", de Shakespeare, sont deux pièces du répertoire que j'avais envie de jouer comme acteur car ce sont des caisses de résonnance très fortes du théâtre contemporain. Tous les thèmes sont là. Dans "Henri IV", le refus du déterminisme psychologique (on n'est pas un, mais mille), l'idée que la vie est un jeu. Qui est fou et qui ne l'est pas ? De même pour "Richard II" : il y a tout dans Shakespeare.

Au cinéma, qu'auriez-vous envie de faire, avec qui auriez-vous envie de tourner aujourd'hui ?
Je regrette de ne pas avoir tourné avec quelqu'un comme Truffaut. Et Antonioni qui, pour moi, il est un des plus grands. Il m'avait proposé "L'Eclipse". C'est Delon qui l'a tournée. J'aimerais bien travailler avec Doillon, ou avec Eric Rochant.

Vous avez été l'interprète de nombreux poètes contemporains : Aragon, René Char, Rilke, Milosz. Vous attachez beaucoup d'importance à la poésie...
Tout ce qui est valable au théâtre a une valeur poétique. Et la silhouette de Chaplin, par exemple, est fondamentalement poétique.



"Ce qui est essentiel, c'est d'être étonné. Si on perd cet étonnement, on perd l'appétit de vivre."

Que veut dire poétique ?
Cela veut dire qu'il y a "du" poétique dans la vie. C'est ce qui refuse de se laisser capter en termes rationnels. Une autre vérité. Une façon d'appréhender le monde en mettant la raison en vacances, et, donc, d'être plus lucide. Toute la philosophie appartient au scientisme de la pensée. On fait le joint entre A et B. Mais ce qu'il y a avant A et après B, on ne le sait pas.

Qu'est-ce qui est essentiel pour vous aujourd'hui ?
Ce qui est essentiel c'est d'être étonné. Si on perd cet étonnement, on perd l'appétit de vivre. Le tragique est que, plus on a vécu, plus on ressemble à une pellicule qui a été impressionnée plusieurs fois. La vie a moins d'impact sur vous, on ne reçoit plus les choses comme la première fois. Chaque cas qui se présente renvoie à un précédent.

"La nuit est là, mon père est là, vivant dans mes rêves qui ne sont plus des rêves, qui sont la réalité retrouvée, le passé redevenu présent", dit Claude Mauriac (1). Exister dans la mémoire des autres, serait-ce le seul moyen de ne pas disparaître après sa mort ?
Claude Mauriac est athée, mais il pense qu'on est vraiment mort quand il n'y a plus personne pour se souvenir de vous. C'est aussi le cas de Proust. Il a écrit "La Recherche" pour que, dans mille ans, tant que la terre gardera des livres, le rire des jeunes filles en fleurs soit toujours là. Ce n'est pas seulement lui qui survivra en tant qu'auteur, mais surtout son témoignage transposé par le filtre de l'écriture, par l'art.

Comment avez-vous ressenti l'effondrement du système communiste dans les pays de l'Est ?
J'ai, comment dire, de la charité chrétienne pour tous ceux qui ont consacré leur vie à la IIIe et à la IVe Internationale. J'ai ressenti comme une espèce de vertige à l'égard de mon siècle qui est un grand avaleur d'idéologies. Une précipitation incroyable de l'histoire. Le communisme, le socialisme, le national-socialisme, le fascisme, le libéral-capitalisme, le maoïsme. Je me méfie un peu des anciens staliniens devenus viscéralement anticommunistes. Il y a deux façons d'avoir été dupé par l'histoire : c'est soit de tomber dans une espèce de désenchantement mélancolique, soit d'en remettre. Très jeune, j'ai eu conscience, à travers et par Trotski, que le bolchevisme avait transformé le mouvement ouvrier en une espèce d'armée où l'appareil devenait une fin en soi. J'ai été dupé par Krouchtchev, parce qu'il m'a semblé qu'il avait une réelle volonté de modifier le cours des choses au XXe congrès. Il n'empêche qu'il y a des gens très honnêtes qui ont tout sacrifié, tout donné pour la vie du Parti, pour ce qu'ils croyaient être un idéal. C'est là que l'art apporte un élargissement de la conscience qu'aucune pensée scientiste ne peut procurer : le stalinien a été inventé avant qu'il n'existe vraiment, dans "Les Possédés" de Dostoïevski. Piotr Stepanovitch est le premier stalinien.

On pouvait croire qu'il n'y aurait plus de guerre. Et puis, la folie meurtrière s'est installée au Moyen-Orient, au risque d'enflammer la planète. Il y a de quoi désespérer, non ?
Ce qui est désespérant, c'est qu'à peine la guerre froide arrêtée, une autre a commencé. On ne peut empêcher l'agressivité individuelle, ni l'agressivité collective qui s'exprime par ce qui détermine une ethnie, un pays, une nation, des croyances religieuses. Tout cela véhicule une agressivité qui a besoin de s'exprimer. Cette agressivité a besoin de soupapes et, à cause du nucléaire, il n'y avait plus de soupapes. La guerre a donc éclaté. Je ne crois guère à la sagesse de l'homme. Si on lui proposait une liste de tout ce qui est bon pour lui (et ce serait d'autant plus facile maintenant, avec les ordinateurs), une liste personnalisée : pour être heureux, vous vous lèverez à telle heure, ferez tel métier, vous aurez telle relation, vous éviterez ceci, favoriserez cela. Face à cette liste, l'homme n'aurait qu'une envie, c'est de faire le contraire !

Propos recueillis par Claude Polak

(1) "Laurent Terzieff", Claude Mauriac, ed. Stock.

Annie Philippe - Daniel Hubscher

ENQUÊTE À L'INTÉRIEUR DU PARTI SOCIALISTE

Albin Michel

"Un ouvrage qui permet enfin de comprendre ce parti d'une extraordinaire diversité, à l'heure d'un tournant de son histoire."

Philippe Vallet, "France-Info"

En vente p.18

Fondation Saint-Simon